

La méthode de travail adoptée par la commission du programme est définie par Segers lui-même : on part du programme du gouvernement précédent et on essaie de lui apporter les précisions et les compléments "que l'évolution des faits et plus particulièrement des finances publiques ont rendu indispensables".

La commission continue ses travaux les 24, 25, 26 février et le 1er mars.

Au cours de ces journées, Segers, interrogé par la presse, déclare qu'il se refuse à envisager "une hypothèse aussi malheureuse" que l'échec des négociations; le Comité national du P.S.C. renouvelle sa confiance au formateur et, le 28, le bureau du P.S.B. approuve la poursuite des pourparlers, tout en marquant toutefois son désaccord, à l'appui des M.S., avec un projet d'extraire le forfait des consultations dans les polycliniques.

Dans le même temps, des organisations syndicales ont pris position, telle que la délégation syndicale des A.C.E.C.-Charleroi qui demande aux parlementaires ouvriers de se montrer vigilants et de s'appuyer sur le programme de la F.G.T.B. Des referendums organisés chez les cheminots de Gentbrugge et aux docks de Gand font apparaître des majorités hostiles à la participation socialiste. Cette participation est rejetée par le Centre d'Etudes Socialiste et ~~est~~ aussi l'objet de l'opposition de diverses fédérations wallonnes : Liège, Nivelles, Tournai et même Charleroi (à en juger par l'attitude de certaines organisations et personnalités). Au sein du Bureau du P.S.B., le "clan Merlot" (selon les termes de "La Libre Belgique") se montrerait fort actif.

Cependant ~~la difficulté~~ ^{l'impossibilité} d'un accord ne devient vraiment évidente qu'après la dernière réunion tenue par la commission, le 1er mars; la conférence de presse que Segers devait tenir le soir est annulée. Et le 2 mars, on apprend officiellement que les négociations ont échoué. Selon le formateur, l'échec s'explique par le fait qu'il a été impossible de s'accorder sur la limitation du budget de 67 au niveau de 66 (+ 5 ou 6%) par la voie de réductions et de compressions des dépenses de l'Etat (12 milliards selon des chiffres cités ultérieurement).

IV.- Vers la constitution du gouvernement P.S.C.-P.L.P.

Vanden Boeynants est chargé par le roi, le 3 mars, d'une mission de formateur. Il accepte et, le 5, il fait tenir à Collard et à Vanhaudenhove un projet de programme. Le P.L.P. donne immédiatement une réponse favorable, sous réserve de détails (en particulier l'envoi du document aux deux présidents

Au contraire, la réponse de Collard formule des réserves sur sept points de fond : le programme social des deux années à venir, le problèmes des finances communales, l'A.M.I., l'équilibre des impôts directs et indirects, le problème de la hausse des prix, l'achat des chars de combat, la division de l'Education nationale et, enfin, la procédure suivie par le formateur.

Interrogé par un journaliste, Collard précise : "Nous disons Oui au P.S.C., Non à VdB." - c'est le titre du "Peuple" du lendemain. Mais cette déclaration n'est pas bien accueillie dans les milieux qui suivent Spaak et Spinoy. D'après des informations qui ont filtré par la suite, ceux-ci auraient continué à négocier avec certaines personnalités du P.S.C. (Gilson et Oleffe) pendant que Vanden Boeynants traitait avec le P.L.P.

Les commentateurs attachent de l'importance au fait que, le 8 mars, le roi retient VdB une heure au Palais avant de le laisser poursuivre sa mission. On relève du reste une véritable campagne de presse menée par "La Libre Belgique", "La Dernière Heure", "Spécial" et "Le Pourquoi Pas" à propos de la tendance "pro-socialiste" attribuée à l'entourage royal. "La Libre Belgique" du 10 mars écrit par exemple que l'échec de VdB est souhaité en dehors même des milieux socialistes pour permettre la reconduction sous la houlette de Spaak. "Nous savons bien" avait-elle affirmé par ailleurs "que dans trop de milieux, y compris ceux d'une certaine haute finance, on estime qu'il n'est pas possible de gouverner sans les socialistes."

Un accord de principe intervient toutefois le 12 mars entre le formateur et le P.L.P.

Le gouvernement Vanden Boeynants-Declercq est constitué le 19.

Essai de conclusions.

De ce qui précède, il semble qu'on puisse déduire ce qui suit :

1) Même après la chute du gouvernement Harmel, les milieux financiers dont l'influence est prépondérante à la Cour ont continué de considérer qu'une coalition P.S.C.-P.L.P. était la plus adéquate pour assurer la stabilité du système. Ils ont essayé de sauver cette formule jusqu'au bout, au risque de "découvrir la Couronne".

2) Cette opération a été compliquée ~~et finalement vouée à l'échec~~ ^{au départ pour} deux raisons ^{tenant à l'évolution des courants d'opinion à droite :}

A.- L'argument selon lequel la participation socialiste annule le danger de troubles sociaux graves a été démenti par l'affaire de Zwartberg. En même temps, la droite constate que les tendances oppositionnelles ont gagné du terrain au sein du P.S.B. ^{et s'en inquiète.}

B.- Dans leur propre sphère d'influence, les milieux financiers concernés n'ont pas pu surmonter l'hostilité nourrie à l'égard du P.S.B. et des syndicats par un large courant d'opinion dans les classes moyennes.

3) Considéré sous l'angle du plan que poursuivent les milieux financiers liés à la Cour, le refus de Vanhaudenhove de jouer le rôle d'informateur apparaît moins comme une dérobade que comme une parade improvisée à un piège qu'on lui tend. En toute hypothèse, on peut en effet supposer qu'on a tenté d'écarter d'emblée un gêneur en cherchant à l'engager dans une mission sans issue.

4) A première vue, le choix d'un socialiste comme informateur à demi formateur - en l'occurrence Van Acker - peut paraître illogique et même vexatoire pour le P.S.C. Mais ce choix est lié à celui des pouvoirs spéciaux que Van Acker propose (et qu'un catholique n'oserait proposer) dans l'espoir de rallier à la reconduction les hésitants du P.S.C. Il s'agit toutefois d'un calcul trop subtil pour le militant P.S.C. moyen traumatisé par les succès du P.L.P. et de la Volksunie et, d'autre part, rendu méfiant par les remous qui se produisent chez l'ex-partenaire socialiste.

5) Du côté socialiste, on remarquera que Spaak et Spinoy n'ont pris ouvertement aucune initiative politique sérieuse durant le déroulement de la crise; c'est un autre cheval de retour, Van Acker, qui a été poussé en avant. Cela semble indiquer que les meneurs de jeu ont été très conscients de l'isolement politique relatif des deux hommes dans le P.S.B. On ne songera à Spaak qu'en tout dernier recours et vraiment en désespoir de cause.

6) Il est hors de doute que Collard et ses partisans plus ou moins centristes ont souhaité eux aussi la reconduction de l'alliance P.S.C.-P.S.B. Mais ils ont été mis dans l'impossibilité de faire les concessions nécessaires à cette fin en raison de l'opposition qui existait dans le mouvement socialiste et qui se traduisait sous trois formes : opposition ayant un certain caractère de principes, comme celle du Centre d'Etudes Socialistes avec Glinne, Hurez, etc; opposition à des points particuliers du programme défendu par le P.S.C., par exemple celle des Mutualités Socialistes qui avaient été amenées à jouer un rôle important dans la chute du gouvernement Harmel; opposition de tous ceux qui rêvaient simplement d'une cure d'opposition. Mais ces trois formes d'opposition ont un dénominateur commun : la pression ouvrière dont elles dérivent et qui, de surcroît, fait corps à l'intérieur du P.S.B., avec l'opinion socialiste dominante, *en tout cas en Wallonie.*

Quand Collard déclare que son parti dit "Oui au P.S.C. et non à M.Vanden Boeynants", il ne peut pas ignorer qu'une telle déclaration équivaut à dire "Non" à la reconduction, à tout le moins en pratique. Vanden Boeynants souhaitait peut-être qu'il en fût ainsi, mais il reste qu'après bien de hésitations, c'est Collard qui a dû prendre l'initiative de couper les ponts. De plus, tant vis-à-vis de Seyers que de Van B., les négociateurs socialistes ont dû modifier leur attitude au sujet de certains aspects de la politique d'austérité ou faire marche arrière, comme sur la question des chers (dont le renouvellement avait été décidé par le gouvernement Harmel).

Date: 1966

BL

Quelques remarques personnelles au sujet de l'affaire Sinyavski-Daniel à usage intérieur

1° Le procès . S'est déroulé à huis clos en présence d'une centaine d'invités.

L'atmosphère y était très tendue. Les correspondants de l'agence Tass et des grands journaux de Moscou y ont assisté. Aucun correspondant communiste. Les correspondants communistes ont été convoqués à trois reprises au ministère des Affaires étrangères pour recevoir des informations. Mais ces informations étaient en règle générale moins détaillées que celles que publiaient l'agence Tass. Toutes les questions supplémentaires qui ont été posées sont restées sans réponse.

2° L'accusation. Vous en connaissez les termes. A mon avis, aucun argument de cette accusation n'est réellement convaincant. Pour peu qu'on puisse comprendre en travers des lignes, Sinyavski et Daniel ont écrit une des études de mœurs dont la portée satyrique devait être assez violente. Dans son récit "Ici Moscou", par exemple, Daniel imagine une "journée du crime libre", décidée par le soviet suprême; la description de la furie collective qui s'ensuit donne évidemment à penser aux méfaits de l'obéissance aveugle et de l'irresponsabilité bureaucratique. On se rappelle d'ailleurs que de telles "journées du crime" sur une autre échelle et dans une autre période par trop éloignée ne ressortissaient pas tout à fait du domaine de l'imagination, même dans l'éventualité

•• ces œuvres ne-rele ne revêtaient pas de caractère anti soviétique, il n'est pas interdit de penser qu'elles font du tort en étant publiées à l'étranger, •• les problèmes internes de la société soviétique sont mal compris. A fortiori seront-elles néfastes désormais, vu la dénonciation qui en a été faite, et la grande publicité qui leur a été donnée par le procès.

3°. La défense. Il est impossible de savoir dans quelles conditions elle s'est déroulée.

On ne sait si, finalement, les témoins de la défense ont pu être entendus. Rien n'a été publié au sujet des plaidoieries des avocats et des écrivains, sinon de brèves allusions désobligeantes dans la presse. Selon des informations non contrôlables, Sinyavski aurait refusé son avocat ~~qu'il~~ effectué lui-même sa défense. L'avocat lui aurait été imposé.

Des compte rendus de presse, on peut comprendre que la défense était bâtie comme suit :

Nier le caractère politique des ouvrages ; rejeter ~~l'imp~~ l'interprétation d'anti soviétisme qui en a été faite ; et, d'une manière générale, débattre de la structure des ouvrages et du problème de la création littéraire. Comme les accusateurs se basaient, eux, sur des citations très suggestives au point de vue politique et moral, et entendaient s'en tenir à ces faits précis, il en est vraisemblablement résulté un dialogue de sourds, accentué par le fait que l'interrogatoire tendait à ridiculiser et à confondre les accusés, avec l'appui des invectives et des ricannements du public.

4° L'information. La façon dont le public soviétique est informé, est tout simplement

écoeurante. On ne peut trouver dans la presse que des commentaires injurieux, des citations d'oeuvres ou de déclarations des accusés sortis de leur contexte et dont la présentation est de toute évidence frauduleuse. Personnellement, cela ne m'étonne guère: c'est la méthode de polémique habituelle des journaux soviétiques. Mais on ne peut s'empêcher de songer que l'honneur et la liberté de deux citoyens est en jeu. Il est clair, du reste, que ce procès n'aura été qu'une parodie, et que la décision réelle du verdict n'appartient pas au tribunal. 10 ans après le 20ème congrès, cela donne à réfléchir. Ehrenbourg avait raison, à Bruxelles, de parler de "vicissitudes" inquiétantes. Mais sans doute en pensait-il bien davantage.

5° Pourquoi le procès ?

Autre constatation: le délit de Sinyavski et de Daniel n'est au fond qu'un aspect avec doctique. C'est la première fois depuis le 20ème congrès, et peut-être davantage, que l'on invoque l'article 70 du code criminel. Il est clair que le procès DEVAIT avoir lieu. Que l'on cherchait une "affaire" et qu'il fallait la trouver. C'est très nettement un procès pour l'exemple. Il suffit de lire la presse pour s'en convaincre. Et ce procès est inimaginable autrement.

6° Le contexte

Il faut se garder de regarder ^{l'URSS} comme un monolithe ~~unifié~~ uniforme et ne chercher dans chaque événement les fait d'un mécanisme infallible.

Tous les domaines de la vie soviétique sont le siège d'une lutte intense entre progressistes et réactionnaires.

Les progressistes, ce sont les militants, les économistes, les savants, les écrivains, etc jeunes et moins jeunes, qui sont à la base de tous les succès dont vous avez l'occasion de vous réjouir. Ils interprètent la ligne générale du parti.

Les réactionnaires forment, comme les premiers- une minorité active, qui s'acharne à conserver ses privilèges sociaux. Leur opposition est tantôt sourde, tantôt ouverte. A mesure que passent les années, grandit leur impatience. Songez donc à la situation : les anciens fonctionnaires de la NKVD, dirigeants des camps de travail, et tous ceux qui trempèrent jusqu'au cou dans les crimes, ne peuvent plus empêcher la vérité d'être révélée jour après jour, par leurs anciennes victimes, des communistes rescapés des camps, des vieux bolchéviks, des historiens. Il existe à cet égard une littérature clandestine florissante à Moscou. Peu y conservaient des positions de monopole dans les domaines scientifique se sont vus récemment éliminés de partout. "Lyssenko, par exemple, l'an dernier en biologie). Restent les gardiens de l'idéologie, les directeurs de la vie spirituelle. Ici le progrès est plus lent, et pour cause.

Par exemple, dans la littérature, des Sobolev, Chastronov, Katchetov, Eremin, Koudrina etc, unanimement détestés et qui résistent comme des fauves traqués à la montée des jeunes talents.

Au congrès des écrivains de Moscou du début de l'année 65, une partie de ces gens là n'ont pas été réélus. On les a alors repechés dans des associations de province.

Leurs moyens favoris: la censure, le contrôle des maisons d'édition, les pressions matérielles sur les individus, la presse, etc. Mais il y a des cas nombreux où les ouvrages paraissent, malgré leur opposition, et grâce à l'intervention de milieux influents du comité central du parti.

Sans justifier l'attitude de Sinyavski et de Daniel, on peut comprendre, d'une manière générale, qu'il existe dans certains milieux artistiques une impatience. 10 ans après

le 20^{me} congrès, il n'y a pas de roman, de film, de poème, plus ou moins marquant,

qui ne sorte sans d'amputation, ni sans des combats acharnés. Ainsi

commence à se répandre, malheureusement, une littérature "sous le manteau" où le meilleur coïtoie le pire. Pour le moment, ce n'est pas un phénomène important. Il est limité à certaines écoles, aux universités de Moscou et de Leningrad, et aux milieux intellectuels.

Mais il peut se répandre et constitue en tous un danger pour la jeunesse.

Dans le domaine de la peinture, Serov règne toujours en maître absolu. Il n'empêche qu'au

dernier plenum des peintres de Moscou, le mois dernier, l'élection à vote secret lui

a donné 8 voix sur mille. C'est symptomatique.

Depuis le départ de Khrouchtchev, ^R on assiste à une évolution contradictoire : d'une par, des progrès incessants dans tous les secteurs, y compris la culture. Mais d'autre part, un raidissement et un regain d'activité du côté des éléments réactionnaires, du fait que Nikita n'encombre plus et qu'il n'y a ~~xxx~~ pas d'autorité suffisante pour les contenir.

Ainsi doit-on rapprocher du procès :

1° Les violentes attaques prononcées au congrès des écrivains de février et au comité central du Komsomol, contre les éléments "modernistes" .

2° Différentes affaires judiciaires non divulguées, dont on parle ~~xxx~~ cependant beaucoup. Par exemple, il y a quelques mois, a eu lieu à Leningrad le procès et la condamnation aux travaux forcés d'un groupe de jeunes qui avaient, paraît-il, ~~x~~ édité un manifeste qui s'intitulait "Leniniste ".

L'écrivain Soljenitsyne a été l'objet, dans le courant de l'automne, de perquisitions et de saisies de manuscrits. (Ehrenbourg) a été ~~l'objet, dans le courant de l'automne,~~ de ~~perquisitions et de saisies de manuscrits.~~ Ehrenbourg a été attaqué par la Gazette Littéraire, de même qu'Evtouchenko et Varlevsky. Vadervsky est, depuis plusieurs mois, l'objet de pressions q pour qu'il quitte la direction de "Novi Mir".

3° Enfin, notons la campagne vraiment très forte, en vue d'une réhabilitation partielle de Staline et, surtout, la fin de la critique concernant la période du culte. Depuis

un an, aucun récit sur cette période n'a pu paraître. Les historiens et les scientifiques qui font des études à ce sujet sont à certains moments menacés. Mais il faut noter et souligner que dans son orientation générale, et malgré l'article paru dans la "Pravda" il y a quinze jours, la recherche historique continue dans la même direction qu'avant.

Conclusion (essai)

Le fait est, que malgré tout la vie continue, les oeuvres maudites qui ont réussi à paraître ne sont pas retirées de la circulation, les écrivains attaqués continuent à être publiés et à se rendre en voyage à l'étranger. C'est qu'il existe, et j'en suis persuadé, une tendance majoritaire, mais non ~~unanime~~ ^{unanime}, à la direction du parti, pour favoriser les progressistes. Mais il n'est nullement exclus que la pression réactionnaire, profitant notamment du climat actuel de tension internationale (c'est le fait déterminant), ne réussissent à immobiliser temporairement le mouvement qui a obligé les éléments progressistes de la direction du parti à temporiser, bon gré mal gré. Le procès Sinyavski Daniel en est une démonstration. Il est clair que la façon dont il s'est déroulé ne doit pas plaire à la direction du parti. Il faut tenir compte du fait que celle-ci, même consciente du tort que cause une affaire pareille à la réputation du pays, est obligée de composer et, dans la marche en avant, veut éviter des ruptures. On peut donc craindre, non un "retour en arrière", comme l'écrivent certains journaux bourgeois, mais, au moins, un "coup d'arrêt" provisoire dont le plus ou moins de conséquences qu'il entraînera sur la

vie intérieure dépendra, pour une large part, des réactions communistes à l'étranger.

L'expérience enseigne que ces dernières, pour autant qu'elles soient faites avec intelligence et souplesse - ne peuvent pas ne pas avoir un effet bénéfique sur la situation interne et, partant, sur le rayonnement international de l'URSS et la position des partis vis à vis de l'opinion publique de leur propre pays.

à propos de l'écrivain Louis

Dukas penche après 50 ans, l'organe n'a pas la sérénité d'un vieillard sans
dénouement, le lyrisme en occident, son insouciance à déshabiller les nuances
de la malveillance, encreur

Mais la crainte du talent dans le domaine d'art.

Jewar le S. et Daniel - Mais phrases arrachées par le,
Il ont été réduits à agir de la sorte

On s'accuse d'être jaloux

Est un poète à l'esthétique

De plus - poète - la forme malheuré
huit des larves

il aurait mieux valu les accueillir d'une po

Souffle Mo devon non elevé entre tant atteint à le l'herbe d'espérer
d'où qu'elle vienne

I

Action Commune

p 2

Cela dure-t-il encore? → bas

Tactique des
jeunes 64

p 4.

Na proposition?

p 6.

dernier q. 4 lignes 9 2

p 8

Pent. on espérer? dernier q

II

Rôle syndicat

p 12 et
13

dernier q. 2 courtions
~~debut~~ → complet

p 14 debut → gouvern. démocratique

III

p 19 tout (~~compromis~~ q. haines) →

p 20 complet

p 21 → peuple.

Pour l'unité de la classe ouvrière
et de ses organisations

Corps 8 KN gras
3 col. notes en c. 6

11 cie

~~L'EXPRESSION POLITIQUE
DE LA CLASSE
OUVRIERE~~

2.

Si le P.S.B. était ce qu'en disent les droitiers et encore des gauches, la classe ouvrière serait moins divisée et la lutte anticapitaliste plus efficace. (1)
Nous nous réjouissons néanmoins de ce que la classe ouvrière ne

marche pas au pas des droitiers du P.S.B. spécialistes de la collaboration entre exploiters et exploités.

Mais alors, le Parti Communiste de Belgique, dont l'influence électorale est ce qu'on sait, serait-il, lui, l'expression politique de la classe ouvrière? Bien sûr qu'entre deux élections, et surtout pour le moment, c'est très souvent notre parti qui exprime le mieux la volonté populaire.

Mais nous aurions l'influence électorale du Parti Socialiste Belge que nous ne nous autoriserions pas de la seule consultation du parti pour décider contre l'avis des masses.

~~Car un parti ne peut jamais grouper qu'une partie des masses qu'il influence.~~

~~Il ne peut donc jamais décider pour elles. Il doit les consulter, avant de prendre des décisions qui les concernent. Surtout quand il est au pouvoir.~~

Le P.S.B. s'entête à décréter pour les masses, et les droitiers manœuvrent dans les syndicats pour empêcher qu'elles s'expriment. Ils veulent ignorer les revendications des cinq cent mille pétitionnaires wallons. (2)

Le Parti communiste, lui, pratique exactement au contraire du P.S.B.

Lequel des deux partis ouvriers est l'expression de la classe ouvrière?

De fait, aucun des deux, et

cela fait longtemps que cela dure.

Cela durera-t-il encore?

Plus aussi longtemps que cela n'a duré. Car les masses qui s'expriment malgré les droitiers du P.S.B. sont toujours plus nombreuses.

Elles finiront par imposer une formation permanente, DEMOCRATIQUEMENT STRUCTURÉE, qui rassemblera les affiliés des syndicats, des coopératives, des mutualités, du Parti socialiste et du Parti communiste qui, elle, sera l'expression politique véritable de la classe ouvrière.

C'est cette formation permanente, démocratiquement structurée, qui, entre deux élections, dégagera d'un débat de tendances à l'occasion duquel s'exprimeront notamment les partis ouvriers, la véritable expression politique de la classe ouvrière.

Cette formation, la classe ouvrière et le pays tout entier en ont un besoin urgent. Que les droitiers du P.S.B. n'en veulent pas, il n'y a rien d'étonnant, puisqu'ils s'accrochent à un régime que les masses réprouvent. Quant à nous, c'est notre volonté de faire de l'« action commune socialiste », qui ne rassemble aujourd'hui que des « sommets », une véritable association des masses.

11 cie
C 12 Bordeni dit

(1) « Le Drapeau Rouge », 26 novembre 1963.

(2) Les résultats définitifs du pétitionnement n'étaient pas encore connus au moment où fut rédigé cet article.

POUR BATTRE LES DIVISEURS DROITIERS

Il est assez courant d'entendre des travailleurs et des militants socialistes, et parfois même des communistes, raisonner comme suit :

« Le mouvement des 650.000 signataires du pétitionnement ne peut compter ni sur le P.S.C., ni sur le P.L.P. Puisque le P.S.B. veut le décapiter et que les communistes seuls ne sont pas assez forts, nous n'avons qu'à attendre les élections pour nous venger. » (3)

Les droitiers ne s'émeuvent guère d'un tel raisonnement.

N'ont-ils pas été maintes fois critiqués violemment et même vomis au cours des luttes ouvrières et démocratiques ?

En 1932, 1936, en 1950, 1952, 1957 et surtout en 1960-1961, ainsi qu'en de nombreuses autres circonstances plus décisives encore : quand ils reconnaissaient Franco en pleine agression fasciste contre la république espagnole, etc.

Et n'ont-ils pas jusqu'ici réussi à franchir le cap de toutes les élections sans grand dommage ?

Examinons brièvement pourquoi il en fut ainsi : cela aide-

ra à comprendre ce qu'il faut faire pour combattre la division actuelle.

Les droitiers sociaux démocrates se sont toujours comportés approximativement selon le schéma suivant.

Comme ils reculent devant les nécessités de la lutte des classes et cherchent toujours, de ce fait, à collaborer avec un ennemi pourtant implacable, qu'ils espèrent amadouer, ils n'acceptent que les combats qu'ils ne peuvent éviter, se maintiennent autant qu'ils le peuvent à leur direction et les font pourrir, puis interviennent pour sauver « l'essentiel » quand la lassitude s'empare du mouvement et que l'ennemi se ressaisit. Enfin, la lutte terminée dans l'insatisfaction, ces droitiers se présentent alors comme des hommes courageux qui n'ont pas craint l'impopularité pour ramener les troupes égarées par les « meneurs irresponsables ».

Ce processus s'accomplit encore plus vite quand lesdits « meneurs » ne parviennent pas à éviter de s'isoler des masses, sans lesquelles les meilleures intentions restent vaines.

(3) « Le Drapeau Rouge », 1er janvier 1964.

C'est ainsi que les droitiers ont pu, jusqu'ici, passer les caps électoraux, car tous les mouvements précités se sont terminés dans l'insatisfaction ou même dans la défaite, comme ce fut le cas du mouvement pour la république espagnole.

Il va sans dire que ces pratiques expliquent aussi pourquoi le bloc électoral des partis bourgeois est resté intact malgré plus de quarante années de suffrage universel.

La tactique actuelle de nos droitiers procède du même schéma. Le Parti communiste et les gauches socialistes doivent bien le comprendre pour réagir en conséquence. (4)

Spéculars, à quelques mois des élections, sur l'amertume provoquée par leurs actes de division, les droitiers n'ignorent certes pas que cette amertume profitera d'abord à la réaction. Mais ils savent également que, face à une réaction qui relèverait la tête, la masse des électeurs socialistes désorientés les choisiraient encore comme un « moindre mal ».

En présence de cette situation,

les gauches ouvrières, qui impulsent tout le mouvement des masses et vers qui vont de plus en plus les espoirs, doivent trouver le chemin de l'efficacité dans la lutte en cours, afin d'aboutir à des élections qui, se faisant dans un autre climat, ouvriront des perspectives toujours plus claires.

Pour ce faire, elles doivent mesurer le plus exactement possible le rapport réel des forces et proposer aux masses des objectifs d'action qui feront progresser le mouvement et reculer d'autant le grand capitalisme et la réaction qu'il inspire.

Elles doivent rechercher ensemble une tactique électorale correspondant au besoin d'unité d'action des masses.

Nous avons formulé des propositions pour la campagne électorale et nous les préciseront encore pour qu'elles soient toujours mieux discutées. Ces propositions visent avant tout à trouver une formule qui obligera le Parlement et les partis à se rapprocher des masses. (5)

Mais la discussion qui élaborera la tactique électorale ne peut en aucun cas porter préju-

- René Beelen avait eu une les*
 (4) ~~Il s'agit des élections~~ communales du 11 octobre 1964.
 (5) Les propositions s'adressaient aux syndiqués. René Beelen les formula comme suit dans un rapport présenté le 11 janvier 1964 au Comité central du P. C. B. :

11 cie
 12 Kantonian romanin

5

dice à la lutte actuelle ni paralyser les organismes d'unité d'action indispensables au succès de celle-ci.

Et maintenant, énonçons quelques idées générales pour éclairer la recherche des moyens d'action efficaces pour la lutte en cours.

Celle-ci se développe sur trois plans principaux : le plan revendicatif, celui de la paix, celui des problèmes institutionnels qui ont motivé le pétitionnement.

Toutes ces luttes opposent les masses populaires aux grands monopoles capitalistes et à la politique gouvernementale qu'ils imposent.

Les diviseurs droitiers, lorsqu'ils attaquent les gauches wallonnes qui soutiennent les revendications du pétitionnement, poursuivent le but de diviser tous les mouvements.

~~Si les droitiers ont choisi de décapiter le mouvement wallon, c'est parce qu'il est encore le~~

~~plus faible, malgré les apparences. Qu'ils réussissent et vous les verrez tenter de frapper d'interdits et même d'exclure les syndicalistes actifs qui pratiquent l'unité d'action et garantissent, de ce fait, l'indépendance des syndicats contre les diviseurs qui veulent en revenir aux méthodes de domestication de naguère.~~

~~Qu'ils réussissent et vous les verrez tenter de frapper d'interdits et d'exclusions les militants socialistes qui pratiquent l'unité d'action dans le mouvement de la paix.~~

Ils frappent la gauche wallonne parce qu'en Flandre, où ils ne peuvent déjà plus sévir comme ils le voudraient, dans les syndicats notamment, le mouvement pour le fédéralisme est encore en gestation et mal compris des masses ouvrières, lesquelles s'en méfient parce que l'idée en est déformée par les démagogues de droite qui se sont toujours servis des aspirations flamandes à l'égalité pour des fins réactionnaires.

Il faut donc faire l'effort tous ensemble pour donner le maxi-

~~mum de puissance au mouvement wallon, afin que celui-ci démontre toute sa vitalité avant que le Parlement ne discute du projet gouvernemental d'adaptation des sièges. Il importe que le Parlement sache que la Wallonie ne reconnaît pas des décisions prises contre son avis et qu'elle le prouve le jour même de l'ouverture de la discussion parlementaire au cas où le gouvernement exercerait encore jus-
qu'au bout son entreprise antidémocratique.~~

L'effort à accomplir ne peut toutefois l'être au détriment de l'action à mener sur tous les autres plans. Les masses ne le comprendraient pas, car elles exigent des mesures efficaces dans le combat revendicatif et l'action pour la paix.

Les conditions de réussite pour les droitiers sont loin d'être ce qu'elles furent, car la classe ouvrière dispose aujourd'hui d'organisations de front commun : les syndicats, le Mouvement Populaire Wallon, le Mouvement de la paix.

Les droitiers se font des illusions s'ils croient pouvoir entraver l'action de ces organisations que les travailleurs socialistes et communistes, qui en sont l'épine dorsale, renforceront encore en utilisant et en élargissant les règles de démocratie intérieure, dans le même temps qu'ils détermineront les mots d'ordre et les moyens d'action requis.

Les communistes, dont le parti est uni dans une même volonté de faire avancer le mouvement des masses, sont aujourd'hui mieux en mesure que jamais d'être un élément important du processus d'unité d'action en cours.

L'ATTITUDE DES COMMUNISTES VIS-A-VIS DU P.S.B.

16

Les droitiers veulent maintenir les syndicats FGTB sous leur contrôle par le truchement d'une action commune qui n'est actuellement qu'un système de domestication des syndicats. Ils savent en effet que s'ils perdaient le contrôle des syndicats, qu'ils exercent autoritairement, le contrôle du PSB lui-même ne tarderait pas à leur échapper. (6)

Leur but, le but de leurs attaques brutales contre l'opposition de gauche est de ramener les syndicats, les syndicalistes socialistes « rebelles » sur les positions officielles du PSB. Ils voudraient pousser ces syndicalistes à priver la démocratie dans leurs propres organisations à l'exemple des mandataires syndicaux qui se rattachent à la droite socialiste, sous prétexte que le parti socialiste doit être « protégé ».

L'enjeu des luttes internes qui divisent le PSB est donc, quant au fond, la FGTB.

En fait, la crise du PSB révèle un aspect de la crise politique du régime bourgeois, crise qui soulève des masses toujours plus importantes en faveur de changements politiques allant dans le sens de la formation d'un gouvernement anticapitaliste. Elle constitue l'amorce du combat des travailleurs et militants d'opinion socialiste, organisés ou non dans le PSB, pour faire passer celui-ci sur des positions de lutte de classe, pour préparer l'instauration d'un gouvernement capable d'arracher le pays à l'emprise débilatante des puissances d'argent. (6)

no black
23 vic

Cela étant, l'opposition ouvrière peut-elle s'unir sur ~~sur~~ la perspective d'un gouvernement anti-capitaliste ?

Le programme d'un tel gouvernement est pratiquement établi et il l'a été par de larges couches de travailleurs socialistes, communistes et chrétiens. On peut le résumer schématiquement comme suit :

- la sécurité en ne cédant ni à l'OTAN ni aux sociétés coloniales ;
- la prospérité par de véritables réformes de structure ;
- l'égalité des communautés par le fédéralisme ;
- la démocratie par l'élargissement des libertés populaires.

Par ailleurs, le fait que les travailleurs socialistes et communistes pratiquent de plus en plus l'unité d'action avec les syndiqués chrétiens ouvre la perspective d'une rupture du PSC, à plus ou moins longue

échéance, et, par voie de conséquence, d'une majorité parlementaire possible pour le gouvernement de véritable travaillisme populaire que souhaitent tous ceux qui veulent en finir avec le faux travaillisme du type Lefèvre-Spaak.

L'étape politique à franchir en direction de ce gouvernement devient de plus en plus claire, en Wallonie surtout.

Mais il n'en est pas moins vrai que l'opposition de gauche n'est pas encore unie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Ses divergences donnent encore la possibilité aux droiti-
~~ers de spéculer sur la dispersion de ses efforts.~~

~~La gauche socialiste est encore fragmentée en quatre tendances principales.~~

~~L'une, exprimée plus particulièrement par une partie de la rédaction du journal « La Gauche », cherche à former à tout prix un nouveau parti socialiste dans l'espoir de reconstruire à partir de lui tout le mouvement ouvrier.~~

~~Une autre constate que de nombreux travailleurs d'opinion socialiste ne sont plus organisés dans le PSB et aspire à les rassembler temporairement au sein d'une nouvelle formation qui pratiquerait l'unité d'action avec le Parti communiste.~~

~~Une troisième, qui refuse également de se plier aux ukases, accepte momentanément de rester en dehors de l'organisation politique en considérant que le développement du MPW et de l'action syndicale suffit.~~

~~Enfin, une quatrième tendance préfère rester dans le PSB et se plier aux injonctions des droiti-
~~ers en attendant des jours meilleurs que d'autres prépa-~~
~~reront sans eux, voire contre eux.~~~~

Le Parti communiste pense qu'il est possible de surmonter ces divergences.

Les travailleurs et les militants socialistes sont de plus en plus nombreux à comprendre que l'isolement des droiti-ers, dans leur fédération, passe par le développement de leur unité avec les communistes au sein des organisations régionales des syndicats, du MPW et du Mouvement de la paix.

C'est le renforcement de la démocratie dans les syndicats, le renforcement du MPW et du Mouvement de la paix qui conditionnent l'évolution à gauche du PSB.

C'est en gagnant les syndiqués FGIB de sa région à l'idée du combat uni pour un gouvernement anticapitaliste, en la faisant triompher dans les syndicats par la voie de la démocratie syndicale, en assurant le développement de l'unité d'action dans le MPW et le Mouvement de la paix, que l'on aidera le mieux la fédération socialiste correspondante à se dégager de l'influence désagrégeatrice des droitiers.

Agir de la sorte, c'est aussi jeter des fondements solides pour l'établissement de relations d'action commune qui permettront une coopération féconde entre syndicats et partis ouvriers, tout en garantissant aux syndicats une indépendance réelle et complète vis-à-vis de leurs partenaires politiques.

Peut-on espérer que le P.S.B. finira par évoluer vers des positions de lutte pour un gouvernement anticapitaliste ?

Oui, je le répète, dans la mesure où l'opposition ouvrière surmontera ses divergences sur les bases que je viens d'esquisser.

10 black
23 circ

Bien sûr que les progrès du PSB dans la direction envisagée ne seront pas rectilignes et que les droitiers chercheront et provoqueront même des ruptures. Mais un arbre ne cache la forêt que pour les myopes.

Le rôle nouveau des syndicats
dans la vie politique belge

Corps 10 KN Roumain
1 vol 24 ac.

8 pages
(en volume)

**Une orientation générale :
→ Davantage de place pour
les syndicats
dans la vie politique**

Depuis l'instauration du suffrage universel, en 1919, les travailleurs organisés dans les syndicats ont plus ou moins accepté de ne peser sur les décisions politiques que dans les périodes électorales. C'est ainsi qu'entre deux élections, et quel que soit le gouvernement au pouvoir, les syndicats ont, de fait, accepté sous l'impulsion de leurs dirigeants de limiter leurs revendications en fonction du jeu parlementaire.

C'est dans une large mesure cette situation qui a permis la « stabilité » du régime. Il n'en va plus de même aujourd'hui.

Des masses toujours plus importantes de syndiqués n'acceptent plus d'accrocher leur action à l'opposition parlementaire quand le parti socialiste n'est pas au pouvoir. Elles passent à l'action contre le mal qui leur est fait sans attendre l'élection « meilleure ». C'est ainsi que la lutte contre la loi unique — les événements de 1960-61 l'ont montré — n'a pu être réduite à l'opération dite « vérité » du PSB. On comprend mieux aussi que les discours de certains tribuns échevelés n'ont d'autre but que de compenser leur répugnance à l'action efficace.

Les syndiqués n'acceptent pas plus l'attente des « bienfaits venus d'en haut » quand le parti socialiste et des éléments de la démocratie chrétienne sont au gouvernement.

Par là, les pratiques dites « réformistes » ont donc vécu.

On ne peut revenir en arrière pour plusieurs raisons essentielles.

Tout d'abord parce que la lutte revendicative a des prolongements politiques nombreux et importants, ce qui est normal dans les conditions du capitalisme monopoliste d'Etat.

Ensuite parce que le mouvement revendicatif, pour mieux vivre dans la liberté et la paix, est aujourd'hui stimulé considérablement par les réalisations des pays socialistes. ~~Le temps n'est plus où la bourgeoisie et les sociaux-démocrates pouvaient se servir de l'héritage de misère et d'ignorance légué par l'ancien empire des tzars pour démontrer qu'on vivait mieux chez nous que dans le « paradis soviétique ».~~

~~Car plus personne n'ose contredire l'Union soviétique qui annonce que le niveau de vie de ses peuples dépassera le plus haut standing acquis dans les pays capitalistes~~

~~avancés. Et là réside un facteur qui intervient pour une part importante dans les perspectives politiques de la lutte revendicative. Nous aurons un mouvement revendicatif toujours plus ample et exigeant, dans lequel les masses prendront nettement conscience des limites du système et seront amenées à poser la question du pouvoir politique en fonction de la nécessité de faire éclater ces limites. Les gauches ouvrières ont le devoir d'être dans ce mouvement, l'avant-garde, qui, à chaque pas, éclaire la route de la conquête du pouvoir politique en énonçant les mots d'ordre qui unissent les travailleurs pour imposer les réformes de structure anticapitalistes venues à maturité.~~

3

2 pages

54 l.

(7) Rapport présenté le 11 janvier 1964 au Comité central du P.C.B.

Les conceptions de Major, Smets et Gailly, qui veulent encore accrocher les syndicats au jeu parlementaire, peuvent être remises au musée, tout comme celles des dirigeants syndicalistes chrétiens spécialistes de « l'apolitisme » entre deux élections.

Par ailleurs, réagir comme le fit toute sa vie André Renard contre la domestication des syndicats, ne suffit plus.

Le grand syndicaliste liégeois l'avait d'ailleurs bien compris lorsqu'au lendemain des grèves de 1960-61, il lançait le Mouvement Populaire Wallon, avant tout pour peser sur les décisions du Parti socialiste.

■ Des rapports nouveaux entre syndicats et partis

Déjà en 1902, Rosa Luxemburg remarquait « qu'en Belgique la lutte économique et la lutte politique fonctionnent comme un tout organique ». Notre mouvement ouvrier a, en effet, de très riches traditions, une longue expérience dans ce domaine. Il suffit d'évoquer ce que les syndicats ont fait, sous le drapeau du vieux Parti Ouvrier, pour conquérir le suffrage universel, les libertés ouvrières et les lois sociales. Ces particularités firent longtemps du mouvement ouvrier belge un point de mire. Il est important de s'en souvenir, non pour reprendre des expériences qui n'ont plus de sens à l'heure actuelle, mais, au contraire, pour innover dans une voie où il est avéré que les travailleurs belges ont remporté de grandes victoires et à laquelle ils reviennent toujours lorsqu'ils doivent faire front à la réaction.

Cette voie est celle de l'association de l'action politique et de l'action syndicale.

Or, on voit bien que l'Action commune socialiste d'aujourd'hui n'associe plus personne pour l'action. C'est elle qui doit changer d'abord. Elle est construite pour faire des syndicats l'appendice du Parti. La pyramide doit être renversée.

Pourquoi les syndiqués F. G. T. B. ne seraient-ils pas invités par les gauches socialistes et communistes et les syndicalistes progressistes à mener campagne pour faire de l'actuelle Inaction commune un véritable organisme de consultation des masses où les partis et leurs parlementaires écouterait les avis tout en soumettant leurs vues, ne fût-ce qu'une fois par an, à la veille de chaque rentrée parlementaire ou encore à l'occasion de graves questions politiques ?

Pourquoi les gauches ouvrières n'appelleraient-elles pas les syndicats à transformer de la sorte l'Action commune socialiste en un rassemblement actif et démocratique (structuré localement, car les syndicats ne peuvent accomplir toutes les tâches) des affiliés de la FGTB ainsi que des partis socialistes et communistes ?

Qui oserait prétendre qu'une Action commune ainsi structurée aurait laissé passer la réforme fiscale, les lois anti-grève, le rattachement des Fourons au Limbourg, le fameux « compromis » des socialistes ?

Qui oserait prétendre qu'une telle Action commune n'obligerait pas le Parti socialiste à refuser toute augmentation des dépenses militaires, tout avantage nouveau pour le grand patronat, afin de satisfaire les revendications des Services publics, des assujettis sociaux, les revendications de santé et d'enseignement, et, surtout, pour engager la Belgique sur le chemin de la détente internationale et du désarmement ?

2 pages 1/2

Le chemin

~~Qui oserait prétendre que les travailleurs socialistes qui s'accrochent encore aux droiti-
ers, parce qu'ils tiennent à l'unité de leur
parti, ne trouveraient pas dans notre pro-
position l'apaisement de leurs inquiétudes ?
Car même ceux qui suivent les droiti-
ers voudraient que le PSB se rapproche des
masses.~~

~~Et le chemin proposé ne serait-il pas
tout indiqué aussi pour les syndiqués chré-
tiens et la démocratie chrétienne impuis-
sante dans le PSC ?~~

~~Et, enfin, le rapprochement des deux
partis ouvriers avec les masses ne permet-
trait-il pas de dégager rapidement le parti
révolutionnaire de masse dont le pays a
besoin pour marcher vers le socialisme ?~~

~~Plutôt que de se poser de faux dilemmes
ou des cas de conscience, les gauches so-
cialistes et syndicalistes devraient y réflé-
chir.~~

~~Pour nous, la lutte des syndiqués de la
FGTB pour une telle Action commune est
l'échelon qu'il faut franchir pour aboutir
au gouvernement antimonopoles.~~

~~N'y a-t-il pas déjà des forces syndicales
de gauche qui peuvent amorcer ce « tour-
nant » ?~~

~~Le temps n'est plus loin où les syndiqués
imposeront la rupture des rapports actuels
qui lient les syndicats au PSB dans l'Action
commune socialiste telle qu'elle est consti-
tuée aujourd'hui.~~

~~La centrale des métallurgistes FGTB de
Liège a eu raison de déclarer qu'il n'était
plus possible de poursuivre dans les cir-
constances actuelles l'expérience de l'Action
commune.~~

~~Les syndiqués veulent l'indépendance de
leurs organisations vis-à-vis des partis et
nous les approuvons. Car les syndicats vi-
sent à grouper les travailleurs de toutes
opinions.~~

~~Ils admettent que leurs militants syndi-
caux défendent loyalement leurs idées avant
qu'une décision soit prise, mais ils s'insur-
gent contre ceux de leurs militants qui vio-
lent la démocratie pour dicter leurs points
de vue comme le font les droiti-ers socia-
listes.~~

~~La classe ouvrière qui entend de plus en
plus s'exprimer sur les problèmes politi-
que, entre deux élections, ne veut plus
que des mandataires qu'elle a contribué à
élire agissent en son nom sans l'avoir con-
sultée.~~

~~Notre proposition de refonte de l'Action
commune actuelle pour la reconstruire sur
des bases nouvelles avec le Parti commu-
niste répond à son exigence.~~

~~Nous la soumettons à la discussion des
travailleurs et des militants socialistes in-
quiets pour leur parti et le mouvement
ouvrier, afin qu'elle puisse être ainsi pré-
cisée et adaptée selon les régions.~~

2 1/2

LE RÔLE DES SYNDICATS DANS LA LUTTE POUR UN GOUVERNEMENT DÉMOCRATIQUE

Deux conditions doivent
être obligatoirement réunies
pour instaurer un tel gouver-
nement démocratique (8) :

La première : unir une ma-
jorité populaire sur un pro-
gramme de réchange à oppo-
ser à celui des puissances d'ar-
gent qu'exécute le gouverne-
ment.

24 aie
C 14 et tout manège

(8) « Le Drapeau Rouge », 5 janvier 1966

La seconde : constituer l'alliance de forces politiques qui s'appuie à la fois sur une majorité parlementaire fidèle à la volonté populaire pour réaliser ce programme de rechange.

La première de ces conditions n'est pratiquement plus un problème.

Le dernier congrès de la FG TB a élaboré un programme économique et social qui peut rassembler la classe ouvrière et autour d'elle la population laborieuse : « contrôle ouvrier et populaire des banques, des holdings, des investissements et des activités économiques de l'Etat, fiscalité démocratique, démocratisation et expansion de l'enseignement, service national de santé, etc. » (9)

Par ailleurs, sous l'influence du mouvement wallon et plus particulièrement du M.P.W. une majorité réelle se dégage rapidement en faveur de structures d'Etat assurant des relations d'égalité entre les communautés.

Et encore, le mouvement en faveur d'une politique extérieure qui contribuerait à liquider la guerre froide en prenant ses distances vis-à-vis des U.S.A. et de l'Allemagne fédérale, maîtres de l'OTAN et de la « petite Europe », n'est-il pas, lui aussi, en développement rapide ?

Mais le regroupement politique de la classe ouvrière, pour réaliser ces programmes de rechange, reste à faire.

Les difficultés à surmonter dans ce domaine sont importantes.

~~D'une part, parce que les socialistes qui glissent à gauche affectent encore de croire à la possibilité pour le PSB de redevenir la seule expression politique de la classe ouvrière qu'il a cessé d'être depuis longtemps, tandis que les dissidences nouvelles hésitent, elles aussi, à pratiquer l'unité d'action.~~

~~D'autre part, les attardés de l'anticommunisme parviennent encore à faire croire à l'opinion publique que notre Parti prétend lui aussi au monopole politique par la prise du pouvoir contre la volonté majoritaire du peuple.~~

Comment surmonter les difficultés du regroupement politique ?

(9) Il s'agit du congrès de la F.G.T.B des 16, 17, 18 et 19 décembre 1965.

Ce sont les mouvements de masse et plus particulièrement la FGTB qui doivent propulser le regroupement politique.

Les programmes des organisations de masse et des syndicats resteront « lettre morte » aussi longtemps qu'ils n'obligeront pas le rassemblement des forces politiques qui se déclarent d'accord avec ces programmes.

En réaffirmant son indépendance à l'égard de tous les partis et sa volonté d'en revenir aux principes de 1945 adoptés par toute la FGTB, la régionale liégeoise de la FGTB indique le chemin à prendre.

La stricte application de ces principes contraindrait le PSB, le Parti communiste et les autres formations politiques

qui se réclament du programme élaboré par le dernier congrès de la FGTB à s'unir avec les syndicats dans la lutte pour le réaliser.

Par ailleurs, la FGTB, continuant la pratique du front commun avec la CSC, l'unité des forces de gauche s'élargirait inévitablement à la démocratie chrétienne, tandis que le développement des idées antimonopoles parmi les intellectuels, les cadres et les travailleurs indépendants, renforcerait le front en décrochant des progressistes de l'influence des partis bourgeois PSC et PLP.

La voie serait ainsi largement ouverte pour l'instauration d'un gouvernement démocratique.

Les droitiers du PSB, accrochés à la « collaboration » à tout prix, ont parfaitement compris le danger que constituerait pour leurs positions le retour de la FGTB à ses principes de 1945.

Ils ont tout fait pour isoler la régionale liégeoise de la FGTB et les syndicalistes de gauche groupés dans le Mouvement Populaire Wallon.

Les pressions extérieures et intérieures des diviseurs droitiers n'ont eu raison ni de la régionale liégeoise, ni du Mouvement Populaire Wallon.

Les idées défendues par les syndicalistes de gauche et le MPW en gagnant dans les régionales syndicales et dans toutes les fédérations socialistes de toute la Wallonie ont eu les répercussions que l'on sait au congrès national de la FGTB.

im -

306.

Toutefois, les perspectives du regroupement politique envisagé apparaissent plus nettement en Wallonie qu'en Flandres et à Bruxelles.

Les situations économiques différentes expliquent le décalage.

Aussi, le développement des forces progressistes du pays passe-t-il par la nécessité d'une plus grande autonomie de décision dans les organisations ouvrières et démocratiques pour la Wallonie, Bruxelles et la Flandre.

La lutte pour l'établissement
de la démocratie :
une lutte de classe .

2 vol.
8 KW gras
16 cc

UNE PROFONDE CRISE POLITIQUE

Les monopoles capitalistes qui dominent le régime ne sont pas satisfaits du fonctionnement des institutions, ni des normes qui régissent la vie politique du pays. (10)

Ils se plaignent de l'insuffisance d'autorité des partis qui forment depuis toujours les gouvernements.

Ils se plaignent aussi de ce que les directions droitières des syndicats ne sont pas toujours écoutées par leurs adhérents.

Les masses populaires et plus particulièrement la classe ouvrière se plaignent, au contraire, de ce que le Parlement, les partis de gouvernement et les syndicats dirigés autoritairement se moquent de plus en plus de leur volonté.

Bref, tout le monde se plaint et veut que ça change.

La crise politique s'aiguise.

La poignée de « grands » qui dirigent les organisations patronales et inspirent la réaction veulent obtenir plus d'ordre par moins de démocratie.

Les socialistes et démocrates de gauche et les communistes vers qui vont de plus en plus les espoirs des masses veulent moins de confusion par plus de démocratie.

C'est un combat de classe d'une ampleur extraordinaire qui s'amorce. La démocratisation triomphera si la classe ouvrière s'unit pour rassembler autour d'elle toutes les couches antimonopolistes de la population, afin d'aboutir à l'éta-

blissement d'un gouvernement qui s'attaquera au pouvoir du grand capital.

Si, au contraire, la réaction parvient, par ses démagogues, à dévier le mécontentement des masses, elle réussira à hisser au pouvoir le « gouvernement fort » dont elle a impérieusement besoin pour prolonger l'existence d'un régime incapable d'utiliser les possibilités qu'offre notre époque d'assurer plus de bien-être dans la paix et la liberté.

Chacun sait qu'il y eut chez nous de nombreuses crises politiques dont le capitalisme a pu sortir, dans le passé, sans grand dommage.

La réaction connaît donc le chemin qui mène au but qu'elle poursuit. Elle en connaît même les étapes.

La première : faire bonne figure devant les conquêtes démocratiques réalisées contre elle et user le « système » par la pression de son pouvoir économique resté intact.

Puis profiter du discrédit ainsi provoqué aux dépens de la démocratie issue du suffrage universel et des partis de gouvernement qui s'en réclament, pour créer un courant antiparlementaire, antipartis, anti-« système ».

4 bag

54

L'heure des responsabilités plus importantes est donc venue pour la gauche ouvrière.

~~Elle doit s'entendre et s'unir sur l'étape à franchir avec les masses pour sortir le pays de l'ornière. La dénonciation du régime et l'évocation du socialisme inévitable sont nécessaires mais ne suffisent pas.~~

~~Constatons qu'il faudrait un gouvernement antimonopoles dont le programme s'inspirera de celui de la F.G.T.B. pour résoudre les problèmes économiques et sociaux, de celui du Mouvement Populaire Wallon pour régler le problème des communautés par le fédéralisme, de celui du mouvement de la paix en constant développement pour imposer la coexistence pacifique, c'est déjà bien, et développer une intense propagande en ce sens est indispensable. Mais c'est ~~ceci~~ insuffisant.~~

Il faut absolument trouver l'étape qui permettra de dégager les forces politiques organisées qui formeront le gouvernement *sou-haite*

Attendre que les gauches socia-

listes convainquent leur parti par discussions intérieures menées en prenant de prudentes distances envers le parti communiste, pour ne pas « effrayer », n'est pas de mise, à plus forte raison depuis le dernier congrès du P.S.B. (11)

Attendre que les plus progressistes de la démocratie-chrétienne réussissent par les mêmes méthodes à dégager le P.S.C. de l'emprise réactionnaire serait plus illusoire encore.

Attendre que le parti communiste, dont l'autorité s'est accrue considérablement et s'accroît toujours, devienne une force politique avec laquelle il faudra compter pour former le pivot d'un gouvernement n'est pas plus raisonnable dans les circonstances présentes.

Pour que se dégagent les forces politiques qui formeront le gouvernement antimonopoles dont le pays a besoin, il faut absolument — et à bref délai — trouver les moyens d'obliger les partis et les tendances qui se réclament du

mouvement ouvrier et de la démocratie à se rapprocher des masses pour refléter véritablement la volonté de celles-ci.

(11) Il s'agit du congrès extraordinaire qui adopta, le 17 novembre 1963, le « compromis des socialistes ». Celui-ci avait réuni 88% des voix.

COMMENT TRANSFORMER LE PARLEMENT ?

Les travailleurs et les démocrates n'ont pas intérêt à l'accentuation du discrédit qui frappe le parlement (12).

Mais comment enrayer la dégradation du régime parlementaire ?

Et comment parvenir à faire triompher les revendications majoritaires du peuple au Parlement ?

Constatons tout d'abord qu'ils sont toujours plus nombreux ceux qui doutent de la possibilité d'amener un jour le Parlement à respecter la volonté populaire.

Cela se comprend aisément. Inutile de rappeler les faits qui justifient ces doutes.

Grande serait pourtant notre erreur si nous devons céder à « l'antiparlementarisme » de plus en plus à la mode.

Laissons à la droite capitaliste le monopole de « l'antiparlementarisme ». Elle est dans son rôle puisqu'elle espère toujours profiter du mécontentement populaire qu'elle provoque pour instaurer sur les ruines de la démocratie d'aujourd'hui un régime plus réactionnaire encore.

L'antiparlementarisme de gauche peut certes procurer quelques succès éphémères à ceux qui le pratiquent.

Il n'en conçoit pas moins à la confusion recherchée par la plus noire réaction.

Les travailleurs et démocrates n'ont pas intérêt à « dauber » sur la démocratie parlementaire défaillante que la haute bourgeoisie espère toujours pouvoir liquider après l'avoir usée.

Notre avis est que le mouvement des masses ne doit ménager aucun effort pour élargir le nombre des députés décidés à exprimer sa volonté au Parlement. Les premiers parlementaires ouvriers n'ont-ils pas aidé au développement du mouvement ouvrier et démocratique d'avant 1914 en s'efforçant d'exprimer en terme de motion ou de projet de loi, ces revendications visant à la suppression du travail des enfants, à l'instruction généralisée, aux

droits d'association et de grève ?

Et le Parlement d'aujourd'hui élu au suffrage universel serait-il plus réactionnaire et moins utilisable que le Parlement des riches d'avant 1914 ? Le mouvement ouvrier d'aujourd'hui serait-il plus faible et moins expérimenté qu'à la fin du siècle dernier ?

Le nombre réduit de parlementaires décidés à respecter la volonté populaire est une des raisons de la perte de confiance des masses dans leurs propres forces.

Que le mouvement d'opposition populaire parvienne à élargir son expression parlementaire, il acquerra d'autant plus de dynamisme. Mais comment faire pour atteindre ce but ?

16 oct
c 11 selon romain

(12) « Le Drapeau Rouge », 11 octobre 1965.

~~La ligne d'action pour l'élargissement du nombre des mandataires décidés à exprimer les volontés majoritaires du peuple est tout indiquée.~~

Les syndicats, le mouvement de la paix, le mouvement wallon élaborent ou ont déjà élaboré des programmes revendicatifs contre l'alliance du patronat et du gouvernement.

Que ces mouvements de base s'adressent fraternellement mais fermement aux associations locales des partis, aux conseils communaux et provinciaux, aux parlementaires de leur arrondissement, pour qu'ils soutiennent leurs revendications.

Plus il y aura d'hommes et d'instances politiques, qui soutiendront le mouvement des syndicats, le mouvement de la paix, et le mouvement wallon, et plus ces mouvements gagneront en puissance.

~~Bien sûr qu'il y aura des résistances à vaincre dans les syndicats, surtout où des militants croient encore erronément protéger leurs partis de la désagrégation en freinant l'action des syndicats, en aliénant leur indépendance.~~

Mais ne sont-ils pas toujours plus nombreux les militants de base des partis et plus particulièrement du PSB, qui constatent que les partis se désagrègent quand ils s'inscrivent à contresens des mouvements d'unité d'action. Par ailleurs, entraîner la base des partis à participer à l'action commune des masses n'est-ce pas ouvrir la perspective du regroupement politique des forces ouvrières et démocratiques.

Il apparaît donc nécessaire de charger le groupe parlementaire communiste de traduire en texte précis les revendications exprimées par les syndicats, le mouvement de la paix et le mouvement wallon.

~~Mais il est plus important encore de militer avec patience pour amener les mouvements d'opposition populaire à agir en direction des mandataires de leur arrondissement, pour qu'ils expriment eux aussi ces revendications au Parlement.~~

Mais il faut plus. Il faut parvenir au plus vite à unir les mouvements sur une alternative démocratique à opposer à la démocratie parlementaire enrayée. Les pionniers du socialisme en butte au Parlement des riches ne se sont pas contentés de lui résister au mieux de leurs moyens. Ils sont aussi parvenus à rapprocher le Parlement du peuple en imposant le suffrage universel.

Il est indispensable que nous luttons aussi pour le même objectif : rapprocher le Parlement du peuple en lui imposant une réforme politique adéquate.

Des majorités populaires réelles sur des questions politiques fondamentales visant à l'égalité des communautés par le fédéralisme au contrôle populaire des activités économiques de l'Etat et des holdings à l'indépendance vis-à-vis des USA et des revanchards allemands, mûrissent rapidement.

Nul doute que ces aspirations apparaîtront de plus en plus comme des nécessités vitales.

Il faut donc parvenir au plus tôt à unir dans la lutte pour le droit au référendum d'initiative populaire.

La lutte pour conquérir le droit au référendum nous apparaît aussi indispensable aujourd'hui que ne l'était jadis la lutte pour le suffrage universel. Faute de parvenir à imposer cette revendication, le mouvement démocratique végétera sans perspectives réelles laissant l'initiative à la réaction en difficulté. L'accouchement de la démocratie nouvelle n'en sera que plus douloureux pour le peuple.

Que les majorités populaires aient la possibilité de s'exprimer sur les questions politiques essentielles et la démocratie en-

~~rayée reprendra son cours normal interrompu par vingt années de guerre froide.~~

Le chemin sera ainsi ouvert pour un gouvernement d'alliance de tous les démocrates, qui s'appuiera sur la volonté des peuples de Wallonie, de Flandre et de Bruxelles librement associés par des structures fédérales contre la dictature de fait d'une poignée de grands capitalistes belges et étrangers qui entravent le développement économique et social.

COMMENT REALISER LES PROGRAMMES DE RECHANGE POLITIQUE?

Le PSB et la démocratie chrétienne continueront certainement à prétendre qu'il est possible de réaliser les programmes morceau par morceau sans changer radicalement le jeu des alliances gouvernementales actuelles. (13)

Cela nous paraîtrait possible à la condition d'élargir rapidement la démocratie parlementaire par la pratique de consultation populaire pour dégager le Parlement des pressions capitalistes qui faussent le jeu du suffrage universel.

Le mouvement wallon l'a compris. C'est pourquoi il exi-

(13) « Le Drapeau Rouge », 6 janvier 1966.

ge le droit au référendum d'initiative populaire pour trancher le problème constitutionnel et établir de véritables relations d'égalité entre les communautés.

Le mouvement syndical devrait lui aussi exiger ce droit pour réaliser son programme par morceaux.)

~~Par ailleurs,~~ En exigeant le droit au référendum, le mouvement syndical aquerrait le dynamisme qui lui manque étant donné que les travailleurs ne croient plus à la conquête d'une majorité absolue par un PSB même renové.

Par ailleurs, le renouvellement du traité de l'OTAN en 1968-69 impose la nécessité de la lutte pour le droit au référendum.

Cette question décisive pour la paix et le développement démocratique des pays du Marché commun, de l'ensemble de l'Europe et du monde ne peut être tranchée par le seul Parlement de plus en plus sensible aux pressions des puissances financières belges et étrangères.

Je pense donc que les programmes de rechange peuvent être réalisés par morceaux mais à la condition d'unir toutes les forces démocratiques pour élargir la démocratie par la pratique de consultation populaire directe sur les questions importantes.

La lutte pour ce droit nouveau impliquera nécessairement l'énergie mise par les pionniers du socialisme qui pour imposer le suffrage universel n'ont pas hésité à recourir aux manifestations de masse et à la grève politique (14).

(14) Ce passage est extrait des dernières déclarations politiques que René Beelen fit en Belgique avant sa mort.

TEINDANCE

*C. Fabboul, Claude
18 Hr. Stalingrad
Bruxelles 1*

"POUR LE SOCIALISME"

PERIODIQUE



NUMERO 3



TENDANCE

"POUR LE SOCIALISME"

EDITORIAL	- pour une "relance" socialiste
POLITIQUE INTERIEURE	- a propos des discussions doctrinales
	- sur un congrès ...
DOCUMENTS	- pour un socialisme actuel et fidèle
	lère partie (à suivre)

COMITE DE REDACTION	André Cools / Gaston Deleval / Jean Gayetot / Ernest Glinne / Georges Goriely / François Guillaume / Maurice Massay / Alphonse Oste / Léon Hurez / Roger Lallemand / Jean Meerts / Freddy Terwagne.
SECRETARIAT DE REDACTION	J. Meerts / 65, rue des Chardons / Bruxelles 3.
EDITEUR RESPONSABLE	A. Oste / 2, place du Chat Botté / Bruxelles 18/
et TRESORERIE	tel : 74 10 45

**FONDATION
ANDRE RENARD
ASBL**

9 / PLACE ST-PAUL
LIEGE
TEL. 04/32 14 54

DOSSIERS ET DOCUMENTS

35/03

SOCIETE DE CONSOMMATION
OU

SOCIALISME ?

J. Auger

far

SEPTEMBRE 1966

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SOCIO-POLITIQUES — C.R.I.S.P.

35, RUE DU CONGRES, BRUXELLES 1

COURRIER HEBDOMADAIRE

C.H. N° 341.
Le 21 novembre 1966.

S O M M A I R E.

=====

LES DISCUSSIONS DOCTRINALES AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE.

=====

I. <u>Le climat de la discussion.</u>	p. 2.
II. <u>Les propositions de la Fédération Bruxelloise du P.S.B. (1964).</u>	p. 5.
III. <u>Les idées de M. Evalenko.</u>	p. 10.
IV. <u>Manifeste de la Fédération bruxelloise du P.S.B. (1966).</u>	p. 12.
V. <u>Les idées de M. Henri Simonet.</u>	p. 15.
VI. <u>Les idées de M. Spinoy.</u>	p. 19.
VII. <u>Autres points de vue exprimés en milieu socialiste.</u>	p. 23.
VIII. <u>Conclusions.</u>	p. 25.

Annexes :

1. <u>Charte de Quaregnon (1894) (Extraits).</u>	p. 28.
2. <u>Projet de Charte élaboré par la Section Bruxelles-Ville du P.S.B. (1966).</u>	p. 31.

-

Fondation Joseph Jacquemotte a.s.b.l.

1936-1966 : DU FRONT POPULAIRE
AUX PERSPECTIVES ACTUELLES
D'UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES

A. Duchâteau

QUELQUES
RÉFLEXIONS
POUR UN DÉBAT

COLLOQUE - BRUXELLES, 15 MAI 1966
Centre Rogier - salle Einstein I

Liège, le 17 mai 1967.

VOUS SEREZ LA !
VOUS ENTENDREZ !
VOUS NE POUVEZ MANQUER !

CLAUDE RENARD

Membre du Comité Central

LE MARDI 23 MAI à 19 h.30

à votre local "L'AVENIR", 8, la Batte à Liège.

qui parlera de

L'ORIGINE ET LA FONDATION DU
PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Parce que VOUS AIMEZ VOTRE PARTI
VOUS DESIREZ CONNAITRE SON
HISTOIRE

ENEZ AVEC VOTRE FAMILLE
AMENEZ LES SYMPATHISANTS

CE SERA UNE SOIREE REUSSIE

LA CONFERENCE SERA SUIVIE D'UN DEBAT.

LA SECTION DE LIEGE
DU
PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE.

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS COMMUNISTES
Fédération Bruxelloise — 18-20, av. de Stalingrad, Bruxelles 1

50^e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

EXPOSITION

du 23 au 28 octobre, Grande Salle de la Cité, avenue P. Héger
ouvert de 10 à 20 heures

Octobre 1917 a marqué, que cela plaise ou non, un tournant fondamental dans l'histoire de l'humanité.

Pour la première fois s'est constituée une société ayant pour but la libération de l'homme des entraves que lui impose la nature ainsi que des chaînes dont il s'est lui-même chargé.

Après cinquante ans, alors que se poursuit l'agression américaine contre le peuple vietnamien, alors que partout dans le monde s'intensifie la lutte des peuples contre l'impérialisme et le capitalisme, nous tenons à commémorer l'anniversaire de la Révolution d'Octobre et l'instauration d'un régime socialiste en Union Soviétique comme la première et combien grandiose étape vers l'instauration d'une société communiste, vers la libération et le bonheur des hommes.



DE L'EXPOSITION

L'exposition sera constituée principalement par une collection de reproductions d'affiches soviétiques de l'époque, illustrant la prise du pouvoir et l'instauration du pouvoir soviétique. Il faut souligner que l'intérêt historique de ces reproductions est rehaussé par leur qualité artistique.

D'autre part, une série de photos illustrant la prise du pouvoir, ainsi que des photocopies de documents inédits concernant l'influence en Belgique — et sur le mouvement ouvrier belge en particulier — de la Révolution d'Octobre, permettront de mieux saisir ce que furent ces « dix jours qui ébranlèrent le monde ».

ACTIVITE COMPLEMENTAIRE

Lundi 23 octobre, à 20 heures, en l'auditoire 201, Faculté de Philosophie et Lettres, M. Claude Renard, membre du Comité central du P.C.B., parlera de la Révolution d'Octobre et de son influence sur le mouvement ouvrier international en général, et belge en particulier. Ce sujet constitue d'ailleurs le thème d'un récent ouvrage du conférencier, édité par la Fondation Jacquemotte.

La conférence sera suivie par la projection du film « Pages d'immortalité », retraçant sous forme de bandes d'actualités les faits saillants de la Révolution et de l'intervention étrangère.

Rapport de la délégation d'étude des problèmes
de la jeunesse en Yougoslavie.

Composition de la délégation : Cl. Renard, L. Van Borm, Cl. Coussement.

LE PARTI ET LES JEUNES

Une crise du parti a été constatée par différents symptômes :

- Age moyen des membres trop élevé
- Difficultés de recrutement de jeunes membres
- Manque d'intérêt pour la prise de responsabilités au sein du parti (aussi dans les syndicats et les organes de gestion).

Principales causes :

- Résistances des cdes en place, à la montée de jeunes (valable pour les syndicats et organes de gestion)
- Esprit conservateur, traditionaliste.
- Manque d'ouverture.

Les mouvements contestataires sont, dans leurs lignes essentielles, en réaction contre cette série de défauts. Ajoutons ceux constatés dans les organes de gestion, dans les méthodes d'enseignement, ceux de la bureaucratisation et du technocratisme et les résistances au sein des syndicats.

Le parti ne s'est pas opposé en bloc aux mouvements contestataires, mais a tenté de les analyser avec sang froid. Il fallait ne pas laisser les contradictions prendre une telle ampleur qu'elles puissent être utilisées de l'extérieur.

Une autre attitude du parti aurait creusé un fossé qui aurait été difficilement comblé par la suite.

On peut considérer que les mouvements spontanés ont été en quelque sorte la correction à certaines formes d'opportunisme bien que des aspects négatifs aient pu être constatés.

Les jeunes ne sont pas nécessairement tenants de solutions progressistes. Le parti a adopté des positions critiques contre certaines catégories de jeunes qui luttaienent contre des principes socialistes ou d'autogestion.

En général on peut dire qu'il n'y avait guère de jeunes contre le programme et la politique du parti, mais bien pour des changements de comportement : participation plus grande, meilleure répartition de revenus. Des sondages d'opinion l'ont montré.

Réponses données par le parti

Au beau milieu de la période contestataire, le parti a ouvert largement ses portes aux jeunes.

Mais le manque d'intérêt des jeunes pour les responsabilités devait à ce moment créer une certaine résistance chez eux aussi .

Les organisations de jeunesse disposent d'une large autonomie, en particulier dans les domaines de la presse. Les membres de la Ligue, défendent les idées du parti au sein de leurs organisations de jeunesse, comme dans les autres groupes socio-économiques.

Le gouvernement entend tenir compte de l'avis des jeunes, non seulement dans le strict domaine des écoles ou entreprises, mais aussi au sujet des grandes options économiques, voire de politique étrangère.

.../..

A titre d'exemple, la visite de Suharto en Yougoslavie a été annulée à la suite des positions adoptées par les étudiants à ce sujet.

Dans le domaine de l'enseignement, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine, votera prochainement une loi régissant les rapports entre élèves et professeurs, au sein de conseils paritaires.

Quelques résultats acquis

La position du parti sur l'affaire tchécoslovaque a eu pour conséquence l'adhésion de 200.000 jeunes.

Parti croate

Au lendemain de la guerre, il comptait 30 % de jeunes (-25 ans) dans ses rangs, ce pourcentage est tombé à 10 %, et depuis deux ans, il est remonté à 18 %, soit 40.000 jeunes sur les 240.000 membres.

Bosnie-Herzégovine

Dans certaines entreprises, où l'on compte jusqu'à 70 % de jeunes, seulement 30 % se comptaient dans les organes de gestion. C'est surtout vrai quand il s'agit de main d'oeuvre féminine où le patriarcat joue à fond. En 1968, le parti a enregistré 24.000 membres nouveaux et compte 9 % de moins de 25 ans.

LES JEUNES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE

Pendant la période contestataire dans les universités, des tentatives de liaison avec le monde ouvrier ont été opérées. Mais les ouvriers n'acceptent pas l'aventure, et des positions extrêmes des étudiants n'ont pas favorisé un rapprochement.

Des mécontentements dans les entreprises se sont exprimés d'une autre manière. On a organisé des consultations de travailleurs, des débats ont été provoqués pour discuter de points précis, des arrêts de travail ont eu lieu pour protester contre des préférences données à certains secteurs industriels.

Une certaine tendance a existé dans les conseils de gestion, consistant à niveler les rémunérations des ouvriers et des cadres. En 1953, la différence entre les uns et les autres était en moyenne de 20 %. En 1961, cette différence est passée à 60 %. Cela fut la cause de l'émigration d'un certain nombre de jeunes cadres.

Les jeunes, quelque soit leur milieu d'origine, s'intéressent de près aux mécanismes de l'autogestion. Ils sont pour une application effective de ses principes et condamnent toutes les formes d'hésitation en la matière.

Attitude des jeunes vis-à-vis des syndicats

Dans les syndicats, comme dans le parti, une résistance existe à la montée des jeunes cadres.

Les organisations de jeunesse ont contesté le rôle purement social des syndicats, on leur voudrait une action plus politique.

De plus, les jeunes voudraient que les syndicats s'intéressent aussi aux problèmes quotidiens et particuliers qui se posent à l'entreprise, au lieu de se contenter de réalisations plus générales.

LES ETUDIANTS UNIVERSITAIRES

Les universités étaient régies de manière traditionnelle, les relations entre étudiants et professeurs étaient, en gros, celles que nous connaissons en Europe occidentale.

Néanmoins, des organes de gestion existent également pour l'université, mais seuls les professeurs, assistants, travailleurs de l'établissement y participaient.

Parmi les revendications exprimées, les principales portaient sur le niveau de vie des étudiants qu'on voulait semblable à celui des travailleurs, la participation aux organes de gestion, la possibilité d'organiser des meetings dans l'université, la politique extérieure et intérieure du gouvernement, les problèmes de l'embauche et du chômage.

En ce qui concerne le niveau de vie, il s'agissait plus particulièrement des restaurants, la qualité des nourritures et les coûts, les homes, les conditions générales de logement, l'attribution des bourses.

Différentes tendances sont apparues chez les étudiants contestataires. L'influence de l'extérieur ne paraît pas avoir été démontrée, il est plus sage de voir les raisons profondes à l'intérieur du pays.

On a rencontré des étudiants se réclamant du léninisme, des trotskystes, des guevaristes. D'autres niaient toute forme d'organisation et étaient pour la spontanéité.

Certains d'entre eux remettaient en cause le principe de l'autogestion, mais il s'agit là d'une minorité. D'autres apparaissent comme dogmatiques ou contre l'économie de marché.

Ces positions étaient en retrait par rapport aux positions socialistes.

Dans l'ensemble, les revendications étaient cependant positives et justifiées.

Réformes de l'université

Toutes les réformes en cours ou réalisées vont dans le sens d'une participation active des étudiants dans les conseils de gestion, et d'une réforme des rapports entre enseignants et enseignés.

Il a fallu vaincre la résistance de professeurs, qui auraient voulu voir les étudiants s'occuper uniquement des questions de logement, nourriture, etc...

Le parti s'y employa.

Il convient d'abord de reconnaître que l'étudiant faisait partie de la communauté de travail et de lui donner ensuite les droits qui lui reviennent en tant que tel.

A Sarajevo, les étudiants participeront à la gestion des budgets universitaires, à l'attribution des bourses, suivant leurs critères, ils auront le statut des membres de la communauté de travail.

A Zagreb, l'Union des étudiants a mené une bataille pour un nouveau statut et présenté un projet contre celui présenté par le rectorat. Dans cette campagne, l'Union de la jeunesse a eu l'appui du parti.

Un prorecteur étudiant sera élu pour chaque faculté.

La communauté étudiante sera représentée par 1/3 des membres. Le reste sera constitué de représentants des professeurs, assistants, personnel ouvrier et administratif, et de personnes intéressées à la gestion universitaire (industries, ...).

.../...

Des formes de collaboration sont étudiées, entre université et industrie. Dans cet esprit, les universités devraient arriver à être gérées suivant les principes d'autogestion. On déterminerait la valeur travail des centres de recherche dans ce but.

Une collaboration avec l'extérieur permettra d'éviter à l'avenir de délivrer des diplômes qui n'ont pas d'utilité, étudiants, professeurs seront pleinement responsables des types de qualifications qui seront données, dans le cadre des réformes proposées.

Actuellement, on dénombre 30 % d'étudiants provenant de milieux ouvriers et paysans, 70 % viennent de milieux intellectuels. Il s'agit donc d'une reproduction des intellectuels, sans accession d'ouvriers et paysans à l'université en nombre suffisant. La démocratisation de l'enseignement est envisagé par l'Union des étudiants, avec la collaboration des conseils ouvriers.

ETUDIANTS DU SECONDAIRE

La participation des élèves à la gestion scolaire peut se faire par trois voies :

- L'Union de la jeunesse a sa politique propre en ce qui concerne les problèmes d'enseignement, les membres tiennent des réunions régulières où les sujets touchant à la gestion de l'école peuvent être abordés. L'union de la jeunesse joue un rôle quand on constate de grandes réticences ou des retards importants apportés à la solution de problèmes posés.
- Les assemblées d'élèves, par classe; les assemblées d'élèves de l'école, sont organisées avec des thèmes de discussion.
- Les organes normaux de gestion, où les élèves sont associés et siègent aux côtés des parents, enseignants, personnes extérieures intéressées.

Lors de discussions récentes sur un projet de loi concernant les rapports qui doivent exister entre professeurs et élèves et les droits des organes de gestion, il a été proposé que les élèves puissent discuter des revenus de leurs professeurs. Cela n'a pas été accepté, mais il n'est pas interdit de penser que cela puisse l'être un jour, les syndicats y sont opposés. Les conflits ont pu surgir, et les résistances qui existent, sont moins un conflit de génération qu'un conflit entre esprits conservateurs et progressistes.

Les enseignants traditionalistes sont très réticents, et, bien que des rapports de subordination doivent exister entre élèves et professeurs, l'union de la jeunesse voudrait que l'étudiant ne soit plus l'objet qu'on influence, mais un sujet qui participe.

L'UNION DE LA JEUNESSE

L'Union de la jeunesse yougoslave comporté 2,5 millions de membres, elle possède 25 journaux de jeunes, et publications périodiques.

L'Union de la jeunesse est une organisation autonome, de manière à pouvoir tenir compte au maximum des particularités de la jeunesse dans le travail militant.

Il apparaît néanmoins que l'Union a adopté le programme politique du parti.

La presse joue un rôle particulier de dialogue avec la jeunesse. Des tribunes de discussions y sont organisées, des périodiques organisent des débats publics.

La revue "Tlo" -le Sol - de l'Union de la jeunesse de Zagreb a défendu le point de vue de sa section contre l'avis de celle du parti local jugée conservatrice. Ce fut l'objet d'une polémique dont le journal "Vjesnik" donna le compte rendu. Ce genre d'incidents est apparu comme parfaitement normal dans l'esprit de nos interlocuteurs jeunes qui titraient dans un autre numéro : "vers le socialisme, oui, mais à petits pas !"

Action dans la jeunesse

L'Union de la jeunesse est organisée au sein des écoles, dans les entreprises, par départements ou unités économiques, dans les quartiers. Elle défend les idées de programme élaborées par ses conférences.

Elle s'assigne le rôle de préparer les jeunes à la vie sociale active, elle oeuvre à l'éducation de ses affiliés, et organise leurs loisirs et occupations, des sports, des activités culturelles.

Taux de participation des membres aux activités

On peut dire que sur les 450.000 membres de Bosnie-Herzégovine, environ 100.000 participent activement, les autres se manifestent occasionnellement. Lorsqu'il y a des fêtes et des spectacles, le pourcentage de participants peut être supérieur au nombre des membres.

Les chantiers réunissent de 10 à 15.000 jeunes, ils ont un gros succès et le nombre est volontairement limité. Ce genre d'activité est continué pour des motifs formatifs plus qu'économiques, c'est l'occasion d'organiser parallèlement des séances de formation politique et humaine, des contacts avec des étrangers qui participent aux chantiers.

Exposé du cde Christo TSEREVKOVSKY (membre du C.C.)

Ces dernières années, nous avons ouvert toutes les possibilités pour que les couches sociales différentes s'expriment et fassent connaître leurs préoccupations, même avec le risque de voir apparaître des intérêts divergents et autres que socialistes.

Nous l'avons fait parce que le développement d'une telle ambiance est favorable à l'expression des intérêts différents et authentiques des masses populaires. Le système administratif rigide d'avant, n'était pas favorable à la connaissance des aspirations et des volontés qui pouvaient se manifester.

On est conscient d'être une avant-garde, et de ce que nous devons diriger la société vers le socialisme, mais nous ne sommes pas tolérants vis-à-vis de toutes les idées exprimées, en particulier de celles qui ne correspondent pas à l'intérêt des travailleurs dans le cadre d'une société socialiste.

Tout le système repose sur deux principes. Celui de l'autogestion et celui du fédéralisme - pour lequel nous luttons afin de l'affirmer de plus en plus - afin que chaque nationalité puisse travailler à pied d'égalité.

En ce qui concerne l'autogestion, on a dû faire face à de grosses difficultés. Au début il s'agissait du point de vue étatique, il a fallu lutter contre des tendances technocratiques et bureaucratiques.

Cela ne signifie pas que la première de ces résistances (étatisme) ait disparu. On a introduit des amendements dans la législation sur les conseils ouvriers et leur pouvoir à organiser les formes de travail.

Les organismes syndicaux et nous-mêmes, estimons que la conscience ouvrière est déjà très grande, on peut concevoir qu'une pluralité de formes va se

.../...

créer, ce qui est souhaitable pour enrichir les conceptions, nous ne désirons pas leur créer des difficultés.

Dès le milieu de 1969, un mouvement a évolué, la tendance vers l'intégration économique des entreprises, pour l'introduction de nouveaux procédés technologiques.

Dans ce cadre, il y a eu deux tendances. Par exemple, il y a la création de Comités d'affaires, technocratiques, avec le mot d'ordre d'efficacité (qui est celui de notre société).

L'autre tendance est du même caractère du point de vue contenu. Pouvoir concentré qui brime la base, et lui fait perdre l'enthousiasme. Par la concentration des moyens au sommet, ce qui amène une déformation du concept d'autogestion.

Une discussion publique a été ouverte sur ces deux tendances dans le cadre du syndicat, du parti, avec beaucoup d'animation et même de passion, mais une ligne se dessine et on peut dire qu'on a réussi à freiner ces tendances. On a essayé d'enrichir le débat par une conférence organisée par la Ligue des communistes de Serbie.

Le système fédéral fut créé en 1918 sur une base d'inégalité. L'état a été très centralisé au départ et cette phase a été utile. Mais la conception fédérale sur base d'égalité prend ses racines dès cette époque.

Pour cette raison, on a dû établir deux constitutions, la dernière en 1953, puis des amendements ont été apportés pour créer les instruments de cette pleine égalité, ce fut aussi vrai pour les minorités nationales (albanaise, hongroise).

Il y a des aspects progressistes et des aspects réactionnaires, nous voulons appuyer les aspects progressistes, c'est-à-dire ceux qui correspondent aux aspirations des peuples.

Sur cette base fédéraliste est formé le parlement, le gouvernement, la ligue, y compris les exécutifs.

Nous avons multiplié les efforts pour nous prémunir des dangers extérieurs, mais nos efforts ont été plus grands encore pour les problèmes intérieurs.

Réponses à nos questions

1. Il existait une tendance de l'esprit primitif qui voulait le nivellement des salaires avec l'argument "nous avons tous le même estomac". Nous avons lutté contre, car nous voulions que l'intelligence joue son rôle dans l'entreprise. Mais actuellement nous connaissons la tendance inverse où l'intelligence veut régenter l'usine.

Il existe aussi une tendance à tout "manger" le bénéfice de l'usine.

2. L'autarcie, dans le système économique, pourrait constituer un grand danger. Ce serait la création d'usines qui n'auraient plus d'utilité pour notre marché, ni pour l'extérieur. Dans le cadre du plan quinquennal de développement, nous allons encourager le développement de certaines entreprises, et ne pas pousser les usines qui ne doivent pas exister.

Si l'autonomie des différentes républiques ne s'harmonise pas avec le développement général de l'économie, le système n'aura aucune valeur historique.

Des forces centrifuges existent, même au sein de la Ligue. Les statuts proposés pour la Ligue pour les différentes républiques sont en accord avec ceux de la Ligue.

.../...

Le point capital est de ne pas permettre l'autonomie sur le plan idéologique et politique, des tendances contraires existent, mais nous les avons critiquées.

3. Au sujet de la révolte des étudiants à Belgrade :

Un mouvement de révolte parmi les professeurs et une partie de l'intelligentsia avait pour motif l'exclusion du cde Rankovitch. D'après des indices, il est intéressant de voir que cette tendance n'a pas été suivie dans d'autres universités.

Certains groupes restreints avaient assisté à des séminaires américains en Europe.

Il y a eu des difficultés économiques qui étaient importantes à cette époque, et le chômage des jeunes diplômés. Enfin, contre les vieilles formes de gestion.

=====

Note Urban Coeffeneux?

Propositions de réorganisation

PREAMBULE

Le défaut de fonctionnement du Parti n'est plus à décrire. En fait, et de plus en plus, l'activité politique responsable se situe au niveau des permanents, avec quelques exceptions de valeur, fort rares d'ailleurs, au niveau des sections locales. D'autre part, c'est un fait que de nombreux camarades de valeur militent dans des organisations diverses, plus ou moins sous le contrôle des permanents fédéraux, ce qui est la concrétisation de l'idée qu'on sert le mieux le Parti à l'extérieur de celui-ci. C'est en fait l'organisation de l'individualisme militant.

Les permanents fédéraux deviennent de plus en plus incapables de tenir tous les fils et de se substituer à toutes les défaillances, qui au cours des années récentes de dépression, se sont multipliées à la base. Ils courent pour boucher les trous, organisant de plus en plus seuls les campagnes du Parti. En fait, nous sommes engagés dans un engrenage infernal qui doit amener le Parti à s'amenuiser sans cesse, puisque la base n'est pas armée pour assurer la continuité politique du Parti, et que les permanents seront de moins en moins capables de suppléer aux défections de la base. Il ne faut pas compter sur des événements extérieurs favorables pour améliorer l'état du Parti. Le mouvement objectif actuel des travailleurs pour des améliorations de salaire ne renforce pas le Parti, partout, les organisations de base où les fédérations sont derrière le mouvement, tout au plus parviennent-elles parfois à le rattraper. Il y a donc de fait un état de non fonctionnement qui empêche le Parti de jouer un rôle d'avant-garde, alors que l'essentiel des idées politiques qui devraient le permettre, existent.

C'est une situation qui progressivement atteint le BP lui-même.

Le défaut majeur de nos conceptions antérieures en matière d'organisation résidait dans le fait que tout était basé sur les appareils de direction d'abord : fonctionnement des CF et des intersections, des comités de section. Tous ces efforts ont été voués à l'échec, sans dire pour autant que quelques points n'aient pas été marqués, mais qui ne règle aucunement la question du fonctionnement du Parti. Ni les Comités de section, ni les CF, ni les intersections, ne fonctionnent plus depuis longtemps. Chacun se plaint des difficultés.

En fait, il n'y a aucun comité viable, sans organisation de la vie des membres à la base. Et le type d'organisation actuelle est incapable de régler le problème de l'activité à la base. Nous sommes dans un cercle

.../...

vicieux. La vie politique est tellement réduite à un petit nombre de membres, que cela a fait dire au cde Terfve, sans doute d'une façon exagérée, mais indicative de la réalité, que lorsque nous sommes réunis en Congrès, nous avons tout le Parti militant devant nous.

Compte tenu de l'état d'organisation du Parti et des conceptions qui se sont installées depuis de longues années, recréer un esprit nouveau en cette matière demandera un effort réel, avec esprit de suite, et sans discordances.

Le Parti, à mon avis, est cependant capable de l'entreprendre.

L'organisation réclame nécessairement une vue globale, de la base au sommet. C'est tout le système de l'organisation qui doit être repensé, à chaque niveau, en sorte que nulle part, l'effort ne soit contrecarré par l'échelon inférieur ou supérieur.

L'objectif devrait être que pour le Congrès de 1971 nous soyons prêts à présenter un meilleur type d'organisation, ce qui suppose une préparation du terrain, en vue d'un CC et par de premières mises en pratique.

La base de la réorganisation : la cellule.

Il faut absolument remettre en valeur la notion de cellule, perdue pour le Parti depuis de nombreuses années, et pour des raisons d'ailleurs explicables.

Nous devons donner tout son sens à l'idée qu'un communiste qui n'est pas groupé dans sa cellule, n'est pas un véritable membre du Parti. C'est la lutte contre l'individualisme et la facilité.

La cellule peut grouper de 3 au maximum de 30 membres : 15 membres semble la situation idéale. C'est la possibilité d'avoir des groupes qui discutent sans se disperser qui impose ces limites. La cellule concerne un territoire limité. Sur le plan local, il doit s'agir chaque fois des communistes qui sont localisés dans un espace suffisamment restreint que pour se rassembler facilement. Sur le plan de l'entreprise, également.

Il y a donc deux lois qui jouent pour délimiter les cellules : la loi du nombre, et la loi du territoire.

Par exemple, une localité où il y a une forte densité de communistes comme e prendra nécessairement plusieurs cellules. Une entreprise comprendra suffisamment de cellules que pour permettre aux communistes de se réunir aisément, en tenant compte des secteurs d'usine et des pauses par exemple.

Mais que deviennent alors les communistes "géographiquement" isolés ? Ce n'est pas un problème fondamental au départ : actuellement, 95 % des communistes sont isolés.

En fait, ces camarades peuvent être invités aux réunions de la cellule la plus accessible, sans pour autant en faire partie. L'objectif c'est de les aider à trouver, là où ils sont, les moyens de constituer leur propre cellule. Le premier objectif d'un communiste isolé, c'est de constituer sa propre cellule.

La vitalité d'une fédération se mesure au nombre de cellules qu'elles installent ou qu'elles construisent. La vitalité d'une cellule, au nombre de membres qu'elle recrute. Les responsabilités sont ainsi remises sur leur véritable base.

Il faut arriver, à ce que pour le Congrès qui suivra celui-ci, la règle soit adoptée que plus un membre de comité de section, de CF ou du CC, ne puisse être présenté s'il ne répond pas à la condition élémentaire d'appartenir à une cellule active, dont l'avis à propos de sa candidature est indispensable. La base doit reconnaître dans les directions sa propre émanation.

Quel est le rôle d'une cellule ? C'est un groupe de discussion et d'action. La cellule se réunit de plein droit, au minimum une fois par mois, mieux une fois par quinzaine.

Ce n'est pas la fréquence de réunions politiques qui décourage les camarades, mais bien leur espacement illimité, et l'irrégularité des réunions qui accrédite leur caractère formel.

La cellule est l'endroit où se pratique l'échange de vues sur toutes les questions politiques qui intéressent les membres, dans la plus complète liberté. Sa réunion ne dépasse pas une heure et demie. Elle est dirigée par un secrétaire de cellule qui a la responsabilité de l'assemblée régulière, avec un ordre du jour très restreint, qui est complété d'ailleurs à l'initiative des membres présents. La cellule peut donner des avis au Parti sur toute question qui lui semble utile, y compris sous forme de motion. Elle réclame sur les questions obscures l'information nécessaire, qui doit lui être donnée. Elle s'organise par la cotisation directe des membres à l'assemblée, sous la responsabilité d'un trésorier de cellule, qui a également une mission d'organisation, puisqu'il veille au recrutement et à la diffusion de la presse. La cellule ^{se} fixe comme objectif de s'équiper en matériel en vue d'éditer un journal de cellule, qui est la marque tangible extérieure de la réalité de son existence. La cellule recherche un local où elle puisse se réunir aisément : sans local, pas de développement possible du Parti. Les fédérations doivent aider à surmonter les difficultés dans cette recherche.

La cellule décide de ses campagnes propres, et de la manière dont elle s'inscrit dans les campagnes et mobilisations politiques des organismes supérieurs.

Une fois l'an, l'assemblée de ^{section} cellule fête la remise des cartes.

La première chose à régler, sera que les fédérations délimitent les cellules à constituer, sur la base de la composition des membres des sections actuelles.

La deuxième sera de former les secrétaires de cellules. Il s'agit là d'un effort patient. A cet effet, des réunions spéciales de camarades proposés devront être organisées pour les mettre au fait de leur rôle, et du rôle des cellules elles-mêmes. Ces réunions ne suffiront pas. En fait, il faut prévoir le perfectionnement continu des cadres de cellules, notamment, par des Conférences fédérales d'organisation, l'édition d'un bulletin fédéral des secrétaires de cellules, l'organisation de rencontres de groupes de secrétaires de cellules avec des cellules des fédérations proches du Parti français, etc...

La troisième chose à régler, c'est la recherche dans chaque section, d'un secrétaire d'organisation dont la mission essentielle est de s'assurer de la vie régulière des cellules.

La section

Les cellules se regroupent en section selon une forme souple, c'est-à-dire pas nécessairement selon le territoire de la localité ou de l'usine, bien que ce soit la forme idéale.

Tous les membres d'une section se réunissent une fois l'an, sauf circonstance particulière, en une conférence de section. Ce terme est préférable à celui d'assemblée générale, pour laisser toute sa valeur à l'assemblée de cellule elle-même.

Cette conférence de section notamment, élit, sur proposition des cellules, le comité de section. Celui-ci comprend au minimum 1 secrétaire politique et un secrétaire d'organisation (qui aura pour charge trésorerie, le contrôle de la diffusion de la presse, et l'organisation des liaisons avec les cellules. Il a un contact régulier avec les trésoriers de cellule). Le Comité peut aussi comprendre, selon les cas, un représentant du groupe du Conseil communal (ou un camarade chargé des affaires communales), ou un syndicaliste s'il s'agit d'une entreprise, et en outre un ou deux des meilleurs secrétaires de cellules. La liaison avec les cellules se répartit parmi cet ensemble. Ainsi s'établit le premier maillon de la filière de la montée des cadres.

Le Comité n'a pas pour but de se substituer à l'activité des cellules : les membres du Comité militent dans leur cellule propre. Le rôle du Comité, c'est d'assurer une liaison entre les cellules et la Fédération, et donc, de veiller au fonctionnement des cellules. Une de ses missions essentielles, c'est la création de cellules nouvelles, tout particulièrement aux entreprises. Il contrôle cependant l'activité du groupe des élus communaux, et prend les positions politiques publiques qui s'imposent.

La fédération d'arrondissement

L'expérience montre que les permanents fédéraux, quel que soit leur nombre, et quelle que soit l'importance en effectifs de la fédération, ne peuvent pas contrôler régulièrement l'activité dans les fédérations très étendues. C'est vrai aussi bien dans les périodes de "dépression" du Parti, que dans les périodes d'expansion (voir la grande grève).

La réduction de toutes les fédérations aux arrondissements administratifs, ramasserait l'aire de dispersion et doit permettre aux directions fédérales un travail plus précis et plus en profondeur, plutôt qu'un papillonnage épuisant. La notion d'arrondissement est aussi plus conforme à la réalité politique.

Il faudrait parvenir à cette conception des limites fédérales, afin que tout soit réglé dès le lendemain du Congrès national.

On pourrait alors concevoir le schéma suivant : une fédération doit avoir un minimum de 150 membres pour avoir un permanent fédéral. Dans ce cas, l'apport du permanent devrait avoir pour but d'atteindre les 300 membres dans les 2 ans.

Pour avoir des permanents fédéraux supplémentaires, le chemin serait le suivant :

- 500 membres : 2 permanents (secrétaire d'organisation)
- 1000 membres : 3 permanents (mouvement des jeunesses communistes)
- 1500 membres : 4 permanents (secrétaire de propagande)
- 2000 membres : 5 permanents (administratif)

Si le schéma des fédérations d'arrondissement était appliqué, on aurait, sur la base des effectifs fin 1968, le damier suivant :

<u>Fédération</u>	<u>Membres</u>	<u>Permanents (en</u>	<u>actuellement (fin 68)</u>
Mouscron	175	1 perspective)	-
Tournai	567	2	2
Ath	188	1	-
Mons	1216	3	3
Soignies	453	1	1

Thuin	399	1	1
Charleroi	1304	3	3
Namur	334	1	1
Dinant	-	-	-
Philippeville	35	-	-
Liège	2328	5	7 (avec Ourthe-Amblève)
Waremmé	59	-	-
Huy	513	2	1 1/2
Verviers	321	1	1
Marche en Fam.	-	-	-
Neufchâteau	4	-	-
Bastogne	-	-	-
Arlon	47	-	-
Virton	18	-	-
Bruxelles	1176	3	3
Nivelles	430	1	1
Louvain	64	-	-
Hal-Vilvorde	100	-	-
Anvers	797	2	2
Malines	104	-	-
Turnhout	104	-	-
Bruges	99	-	-
Dixmude	-	-	-
Ypres	48	-	-
Courtrai	157	1	-
Ostende	78	-	-
Roulers	44	-	-
Tielt	-	-	-
Furnes	-	-	-
Alost	351	1	2
Termonde	230	1	-
Eeklo	38	-	-
Gand	307	1	2
Audenarde	72	-	-
St-Nicolas	66	-	-

Hasselt	65	-	1
Maaseik	-	-	-
Tongres	-	-	-

Il s'agit d'un schéma indicatif. Le BP peut et doit décider d'une politique d'implantation et ne pas s'en tenir aux situations existantes. Mais celle-ci est progressive. On peut prévoir au budget deux permanents en sur-nombre pour introduire le Parti dans des régions bien déterminées, ou pour permettre à un cadre de valeur de commencer à fonctionner dans une fédération. Mais ceci relève d'un budget spécial.

Cependant, en fait, pour n'importe quelle fédération, il n'y a pas de limitation de principe du nombre de permanents, il y a simplement limitation du subside.

Subsides

On a bien fait, il y a plusieurs années, de garantir aux permanents fédéraux leur salaire, grâce à un subside suffisant.

Cependant, il y a un revers de la médaille. Pratiquement, tout l'argent drainé par les sections va vers la fédération et le CC, ce qui justifie que les sections se retournent vers leur fédération lorsqu'elles veulent assurer une propagande. Les fédérations se sont ainsi substituées aux devoirs normaux des sections. Si on s'oriente vers l'organisation en cellules, la situation sera plus grave encore. D'autre part, la nécessité de la récolte impérieuse de fonds s'est atténuée, une politique de facilité s'est installée, nonobstant que le fonds de combat marche bien en général. Donc, les possibilités de récolte se sont améliorées.

Il faut renverser la vapeur, et adapter la récolte du soutien à la réorganisation. L'orientation de base, à appliquer par étapes, devrait être : le CC assure son propre budget, et ne réclame rien, ni des fédérations, ni des sections, ni des cellules. Seules, des campagnes nationales courtes, ayant une signification politique, sont lancées centralement. Un mode de partage est alors à établir (le Parti français utilise la règle des 4/4). Le C.C. cependant propose au Parti le niveau de la récolte pour une année donnée.

En contre-partie, le subside aux fédérations doit tendre lentement vers zéro. Le Secrétariat règle les cas particuliers des fédérations qu'il faut aider exceptionnellement : il s'agira surtout des fédérations de 150 à 300 membres. Mais il n'y a pas de règle fixée d'avance.

Dans une première étape, qui pourrait durer deux ans, on pourrait réduire les subsides de 20 %.

Mais alors, l'argent récolté dans les fédérations serait partagé : 40 % aux cellules, 50 % à la fédération, 10 % à la section.

Idem pour les cotisations.

Une règle uniforme devra être étudiée pour le partage des jetons de présence des mandataires communaux et provinciaux.

La fédération fixe donc son objectif de fonds de combat en fonction de son budget, elle propose aux cellules leurs objectifs, au delà desquels elles gardent la totalité. La fédération peut décider de campagnes fédérales particulières (tombolas, fêtes, etc.). Mais les fédérations sont encouragées à ne pas se fier uniquement aux récoltes des cellules pour boucler leur budget (activités commerciales). A plus long terme, il est d'ailleurs souhaitable que, tout comme le C.C., les C.F. garantissent leur budget propre sans passer par les cellules.

L'idée de base est que chacun apprenne à se débrouiller pour l'essentiel sur son terrain. Ceci n'exclut d'ailleurs pas qu'une solidarité nationale puisse jouer dans des campagnes particulières.

Ces propositions peuvent paraître draconiennes, mais elle re-situent les responsabilités à chaque niveau.

Les fédérations qui ont moins de 150 membres, donc pas de permanent, ne reçoivent pas de subside.

Le Comité fédéral

Le rôle du C.F. concerne tous les domaines de la politique et de l'organisation. Il est, avec l'assemblée de cellule et le C.C., l'un des organismes jouissant de la plus grande liberté d'action. Il est complètement responsable de l'activité politique sur son territoire. Ses réunions ne peuvent être espacées de plus d'un mois et l'ensemble de ses membres assure la liaison avec au moins une section autre que la sienne. La liaison avec les sections est impérative et régulière.

Toutes ces liaisons sont organisées par le secrétaire fédéral à l'organisation, qu'il soit permanent ou non.

L'équipe qui constitue le Bureau fédéral comprend les permanents politiques, plus quelques camarades du CF éventuellement, choisis dans un but fonctionnel et d'efficacité.

Le C.F. lui comprend les permanents politiques, plus les meilleurs responsables de section et des camarades ayant des compétences particulières dans certains domaines (mouvement de la paix, affaires communales, comités syndicaux régionaux). Il faut tendre à la limitation du nombre de membres d'un C.F. On peut considérer qu'un minimum de 5 et un maximum de 20 sont des limites normales.

Les candidatures des permanents sont le fait du Congrès fédéral ou du Comité fédéral, mais elles sont toujours soumises à ratification du BP.

Le cadre politique central

Il devrait être établi selon le principe : une fonction - un homme.

1) Membre du BP

Président, aidé d'un secrétaire qui fonctionne également comme secrétaire du BP, du Secrétariat et du C.C.

2 responsables nationaux à la propagande et l'agitation (expression française, expression néerlandaise) dont le rôle est non seulement la propagande centrale, mais de perfectionner la propagande des échelons inférieures et les campagnes de presse. Ils sont aidés par un propagandiste spécialisé et un responsable national presse.

1 secrétaire national d'organisation, chargé de contrôler la vie des cellules et le fonctionnement des échelons inférieurs du Parti + cadres. Il est aidé par un permanent flamand membre du C.C. + 1 responsable jeunesse.

1 secrétaire aux fédérations, chargé de la liaison politique avec les fédérations. Il est aidé par un adjoint membre du C.C.

1 secrétaire aux questions internationales, chargé de la politique étrangère, des relations avec les partis frères, et de la liaison avec les mouvements de la Paix. Il est aidé par un adjoint.

Ce Secrétariat de 5 membres, + le président, règle toutes les questions pratiques, les questions de fonctionnement. Par exemple, la politique étrangère, les orientations de la propagande, de l'organisation, des relations avec les partis frères, sont du domaine du B.P.

Un membre du BP, président du groupe parlementaire (et donc chargé des affaires intérieures)

Un membre du BP, directeur du Drapeau Rouge.

Idem pour la Rode Vaan.

Un membre du BP attaché aux questions revendicatives et syndicales.

Un membre du BP s'occupant des questions communautaires.

Un membre du BP s'occupant des questions idéologiques et + intellectuels d'éducation.

2) Hors BP

Secrétaire du groupe parlementaire

Secrétaire C.C.P.

Un responsable de l'édition et la diffusion des Cahiers Marxistes, et Fondation.

Idem pour la Vlaamse marxistische tijdschrift et Fondation.

Un responsable documentation centrale et recherches.

Un responsable travail communal.

Un responsable service social et son organisation dans les fédérations.

Un responsable recherches historiques, fondation de groupes régionaux, bibliothécaire

Un trésorier.

Ce cadre rempli doit permettre de parer à toutes les nécessités majeures, d'aborder à temps les problèmes et d'en finir avec la vie de touche à tout de la plupart des cadres centraux.

Contrairement à une opinion souvent donnée, il n'est pas mauvais que certains membres du BP soient secrétaires politiques de grosses fédérations. Ce qu'il faut supprimer, ce sont les permanents bicéphales ou en eau libre, membres du BP, qui n'occupent pas de fonction centrale, ni ne sont SP de leur fédération. Il faut mieux préciser le port d'attache des cdes Glineur et Van den Branden par exemple, car l'équivoque est pour eux une source de difficultés politiques. On ne peut émarger de la trésorerie d'une organisation, et fonctionner pour une autre.

La liaison avec les fédérations

Chaque fédération a son instructeur. Il faut étudier très sérieusement le cas des fédérations dirigées par un membre du CC, voire du BP. Le Parti français ne désigne pas d'instructeur spécialisé dans ce cas. C'est une formule qui mérite d'être examinée.

Pour les autres fédérations en tous cas, il faut prévoir un instructeur membre du CC, quelle que soit leur importance numérique. Un membre du CC ne devrait pas instruire plus de 2 fédérations. L'ensemble du travail des instructeurs est contrôlé par le secrétaire national chargé des liaisons avec les fédérations. Un instructeur doit être sur place régulièrement.

La montée des cadres

Les cadres apparaissent dans les cellules. Ils se révèlent par un travail de qualité particulière. Lorsque le service des cadres décèle un cadre à qui il serait bon de confier une fonction permanente, il faut s'efforcer de la faire occuper d'abord dans sa propre fédération.

L'appel vers les fonctions centrales, où comme rédacteur à la presse, doit permettre de faire place dans les fédérations aux cadres nouveaux. La possibilité de faire fonctionner un ou deux cadres en surnombre sur le budget du CC, permet de régler les cas momentanément difficiles.

Le C.C.

Au moins les S.P. des fédérations de plus de 150 membres devraient être membres du C.C.

Note pour les membres du B.P. en vue de la réunion
du 7 novembre 1969.

La politique générale du gouvernement

Remarque préalable : je laisse volontairement de côté les aspects linguistico-communautaires de la politique gouvernementale.

Budgets : 1) ordinaire - 290 M 347 (+ 25 M). M = milliards

principaux :	Education Nationale	54 M 1
	Dette	52 M 6
	Pensions	32 M 7
	Prévoyance Sociale	25 M
	Défense Nationale	20 M 6
	Intérieur	18 M 3
	Santé	11 M 8
	Communications	10 M 9

Tous les budgets sont en augmentation sauf quatre qui diminuent : agriculture, Affaires économiques, Emploi et Travail, Finances.

2) extraordinaire : Engagements : 47 M. (+ 380 millions !)

dont : Travaux publics)
Routes) 23 M. (- 1 M.)
Défense nationale 4 M. 399 (+ 1 M.).

Paielements : 49 M 2 (+ 2 M.3).

dont Travaux publics)
Routes) 24 M. (+ 300 m.)
Défense nationale 7 M 3 (+ 1 M.).

L'orientation et la répartition des dépenses restent grosso modo identiques à celles des années passées. La dette publique dépasse les 600 M.

Recettes. 295 M 2 - dont 126 M de contributions directes.

la politique fiscale reste la même, elle rapportera 23 M de plus
(impôts directs + 14 M 6 dont précompte professionnel + 6 M 850)
(enregistrement + 4 M 1 dont taxe transmission + 2,6 M)
(poste : + 900 m.)

l'indexation ne touchera que les revenus de \pm 70.000 Fr. (= salaire de 5.800 Fr. par mois, soit environ 10 % des ouvriers et employés).

Le gouvernement rejette l'idée d'un réexamen global du système fiscal.

La lutte contre la fraude (30 M !) reste dérisoire (+ 1,5 M.).

L'augmentation des tarifs SNCF et POSTES : + 1 M 850.

+ † +

Politique économique et emploi

Emploi : pour 1970 le gouvernement table sur un nombre moyen de chômeurs de toutes catégories de 102.000 (123.000 en 69).

.../...

La gravité de la situation est mise en évidence par les éléments suivants :

Le P.M.B. augmentera en '69 de 5,5 à 6 % (id. en 64).

La capacité de production est utilisée à 86,5 % (84,3 % en 64).

La durée d'activité assurée est plus grande qu'en 1964.

Mais il y a 32.200 chômeurs complets de plus qu'en 1964 (dont 23.600 aptes au travail).

La politique de l'emploi du gouvernement est basée sur deux principes :

- la qualité doit primer sur la quantité
- il faut accepter la contrainte de l'équilibre entre l'offre et la demande d'emploi.

Les efforts pour la requalification sont dérisoires . On organise en quelque sorte une réserve de main d'oeuvre.

Politique économique

Elle repose sur deux projets de loi non encore en vigueur !

Le 125 sur la planification (?) et la décentralisation.

Le projet Leburton sur les contrats de progrès, etc.. qui devrait remplacer les lois de 1966. Ce projet prévoit l'organisation d'un système de distribution d'incitants aux entreprises privées, avec une éventuelle intervention de la S.N.I. là où il y aurait carence du privé.

En matière de prix le gouvernement veut se concerter avec les secteurs ou des entreprises pour établir des contrats de programme (projet au Sénat).

Politique sociale

Pensions : on ne se rapproche pas des 75 %.

A.M.I. : le déficit s'accroît : augmentation de la consommation de produits pharmaceutiques, et croissance anormale (!) des dépenses pour des inactifs (pensionnés, invalides).

Il est envisagé d'augmenter les cotisations, de prélever les cotisations sur les congés payés.

Le gouvernement rejette les propositions qui lui sont faites d'accroître son intervention de 2 M.

+ +

On peut donc constater que la politique du gouvernement ne répond pas aux intérêts des masses laborieuses.

+ +

Des problèmes

Le gouvernement se trouve aux prises avec une série de difficultés qui soulèvent des tirages dans sa majorité.

Dépenses culturelles : comment établir les critères servant à fixer le montant des dépenses ? Comment répartir celles-ci entre les communautés ? (Parisis : 50 % - 50 % ; Van Mechelen : 60 % - 40 %).

.../..

Financement de l'expansion universitaire : il y a le problème du programme de financement, celui de nouvelles universités : Hasselt - de l'université pluraliste d'Anvers.

Déficit de l'A.M.I. : voir plus haut.

La crise du Marché commun : dans les secteurs : monnaie, agriculture, Euratom.

Allons-nous, par exemple, accepter que la Belgique participe financièrement au dédommagement des agriculteurs allemands victimes de la réévaluation du D.M. décidée par le gouvernement de la R.F.A. ?

+ +

L'action du Parti

En liaison avec l'action pour le rassemblement des progressistes, nous devons mener l'action sur des questions d'actualité politique intérieure.

Il convient de susciter dans les entreprises des mouvements de pression dans trois directions :

- vers le syndicat, et plus particulièrement la F.G.T.B., pour que les discours et les articles des dirigeants se transforment en actes concrets;
- vers les élus, vers les partis pour la satisfaction de revendications populaires et démocratiques.

Sur quels points notamment ?

- Indexation : appui des seuls amendements communistes;
critique de la mini indexation;
pour une réforme fiscale démocratique.
- Projet 125 : appui des amendements préconisant : larges pouvoirs législatifs et conseils régionaux élus.
- Projet d'expansion économique de Leburton :
amendements.
- Diminution du budget de la D.N.
- Revision du pacte scolaire.

G. MOULIN.